



Assemblée générale

Soixante-huitième session

7^e séance plénière
Mardi 24 septembre 2013, à 18 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Ashe (Antigua-et-Barbuda)

La séance est ouverte à 18 h 25.

Allocution de M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Confédération suisse.

M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Maurer : Le monde dans lequel nous vivons connaît de profonds changements, mais nul ne saurait dire s'ils vont dans la bonne direction. C'est à nous d'agir pour qu'il en soit ainsi. Souvent, nous avons l'impression d'accomplir de grands pas vers un avenir meilleur et plus pacifique. Malheureusement, la réalité nous confronte à des retours en arrière qui s'avèrent décevants.

Je tiens à rappeler une étape importante franchie il y a 150 ans déjà. En 1863 était fondé à Genève le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

Un mouvement mondial était né. Grâce à l'esprit humanitaire qui les caractérise, des collaborateurs de l'organisation s'engagent, aux quatre coins de la planète, pour les victimes de conflits armés et d'autres situations de violence. L'activité humanitaire du CICR repose sur les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Toutes les victimes de conflits bénéficient du même traitement, et l'aide est accordée à toutes les personnes vulnérables. Chaque être humain a la même valeur.

Hormis la tradition humanitaire qui unit la Suisse au CICR, il en existe une autre datant de plusieurs siècles, dont mon pays est très fier : il s'agit de la neutralité. Je souhaite rappeler que, depuis des centaines d'années, la politique étrangère de la Suisse est fondée sur la notion de coexistence pacifique entre les États. Grâce à la neutralité, la Suisse entretient des relations avec tous les pays; elle ne prend jamais parti et peut proposer son aide ou sa médiation. Notre statut d'État neutre nous permet en outre d'offrir nos bons offices.

L'engagement humanitaire fait partie de notre histoire. C'est un honneur pour nous de pouvoir permettre que des pourparlers de paix soient organisés dans notre pays. Nous nous engageons dès lors à poursuivre notre contribution à l'établissement de la paix dans le monde, entre autres à travers notre politique de bons offices. Cet engagement impartial repose sur notre conviction

13-48462(F)



Document adapté

Merci de recycler



qu'il existe des différences entre les habitants de la terre et entre les pays où ils vivent; ces différences sont naturelles. Par ailleurs, tous les êtres humains doivent bénéficier des mêmes droits.

La protection des droits de l'homme fait partie intégrante de l'engagement de la Suisse. Ces droits sont l'expression d'obligations internationales et doivent, impérativement, être protégés. La Suisse est préoccupée par l'ampleur des violences ainsi que par les nombreuses violations des droits de l'homme. Elle lance un appel à tous les acteurs étatiques et civils pour qu'ils renoncent à la violence.

Le Proche-Orient est actuellement le théâtre de conflits qui causent une souffrance inacceptable pour la population civile. En Syrie, la situation s'est dégradée à tel point que les organisations humanitaires ne parviennent plus à la gérer. Les violations et abus graves et systématiques du droit international humanitaire et des droits de l'homme ne peuvent en aucun cas être tolérés. Ces crimes ne doivent par ailleurs pas rester impunis, et ce, quels qu'en soient les auteurs. Pour cette raison, en janvier de cette année, mon pays a demandé, avec 57 autres États, au Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie. L'usage d'armes chimiques est un crime particulièrement abject, et il est impératif de faire toute la lumière sur les faits. Dans cette optique, la Suisse salue les récents développements à cet égard.

Je souligne la nécessité de n'épargner aucun effort pour que la nouvelle conférence prévue à Genève ait lieu sans tarder. Celle-ci devra aboutir à une solution négociée et durable qui tienne compte des aspirations légitimes du peuple syrien dans toutes ses composantes.

La Suisse n'est pas le seul pays à être lié au principe de l'égalité des droits. La Charte des Nations Unies lui confère une validité étendue au monde entier. Dans le préambule de la Charte, il est fait mention de

« notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ».

Ce qui est valable pour les peuples l'est aussi pour les États dans lesquels nous vivons. Voilà pourquoi, dans la même phrase, après avoir évoqué les droits fondamentaux de l'homme, la Charte mentionne aussi expressément l'égalité de droits de toutes les nations, « grandes et petites ». En vertu du paragraphe 2 de

l'Article 1 de la Charte, les Nations Unies ont entre autres pour but de

« [d]évelopper entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ».

Le paragraphe 1 de l'Article 2 de la Charte précise que « [l']Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres. »

Ma conviction est que ces principes constituent la pierre angulaire assurant la coexistence pacifique de tous les hommes et de tous les peuples de ce monde.

Je me demande toutefois si nous en sommes encore suffisamment conscients. N'avons-nous pas tendance à trop nous perdre dans de grandes idées ou dans de menus détails? J'ai l'impression que dans le domaine de la politique internationale, on parle beaucoup trop de ce qui devrait exister dans un monde idéal, et trop peu de la réalité. Je ne peux pas m'empêcher de penser qu'une bureaucratie excessive crée une sorte d'univers parallèle, et que celui-ci en vient à s'isoler toujours davantage. Cette évolution génère toujours plus de coûts et produit toujours moins de résultats concrets.

Pour affronter les problèmes d'ordre global, on ne doit pas seulement mener des discussions générales mais surtout chercher des solutions communes à l'ensemble des parties. L'ONU a été créée pour trouver de telles solutions. Aussi doit-elle fonctionner efficacement, être capable d'innover et conserver sa capacité d'action. C'est seulement ainsi que l'Organisation pourra faire avancer la question de l'égalité de droits entre les hommes ainsi qu'entre les États. La Suisse a la ferme intention d'apporter sa contribution à cette tâche. À l'heure actuelle, certains développements ne sont pas en phase avec ces valeurs communes, telles qu'elles figurent dans la Charte. J'aimerais aborder ce sujet et engager une discussion sur cette évolution qui me préoccupe.

Comme représentant d'un État neutre connaissant une longue tradition humanitaire, ce n'est pas sans inquiétude que je constate un retour à la politique de puissance. Je note que les grands États mettent à nouveau l'accent sur la puissance et la force. Ils considèrent de moins en moins les plus petits pays comme des partenaires égaux. J'espère vivement que cette évolution sera rapidement corrigée. Dans le cas contraire, cela reviendrait à remettre en question les valeurs fondamentales de la Charte, des valeurs

reconnues et acceptées par l'ensemble de la communauté internationale.

Comme je l'ai déjà dit, cette tendance à un retour à la politique de puissance sur la scène internationale me préoccupe. Nous sommes tous d'avis que les différents pays de cette planète doivent pouvoir choisir librement leur destin, en respectant les autres États et en acceptant les règles de la coexistence pacifique entre les peuples, et ce, sans pour autant renoncer à leurs spécificités. Nous croyons à la concurrence pacifique entre les différents systèmes économiques. Nous croyons à la diversité de ce monde : la diversité pacifique d'États souverains qui entretiennent des relations d'égal à égal. Les différents peuples choisissent librement leur constitution. Ils choisissent également leurs systèmes économique et juridique. Aucun État ne met son appareil juridique au-dessus de ceux des autres. Les problèmes ne sont pas résolus par des diktats mais grâce à des négociations. Des normes et des règles communes – le droit international – existent pour éviter que s'applique simplement le droit du plus fort. Les principes de souveraineté et d'égalité des droits nous apportent la paix et la stabilité et favorisent les relations amicales entre les peuples.

Telles sont les convictions qui ont servi de fondement à la Charte des Nations Unies. Sont-elles encore les nôtres aujourd'hui?

Ces derniers temps, j'ai été préoccupé par le type de relations qu'entretiennent les grandes nations avec les petits pays. J'ai souvent l'impression que la force prime sur le droit. Les activités de l'ONU s'exercent dans les domaines les plus divers. Le risque que l'Organisation disperse ses efforts et perde de vue l'essentiel est présent. L'ONU, mais aussi ses États Membres, paraissent souvent indécis lorsqu'il s'agit de défendre les principes qui ont été à l'origine de sa fondation. Nous ne devons jamais oublier ce qui est à la base de ces principes d'égalité entre les hommes, d'égalité des droits et de souveraineté des États. Ils sont l'expression des leçons tirées de l'histoire; une histoire douloureuse marquée par l'oppression, la domination étrangère et les conflits.

Nous devons choisir ensemble la voie sur laquelle nous désirons désormais nous engager. Allons-nous continuer à galvauder nos efforts en nous occupant de questions secondaires? Je suis d'avis que nous devons agir, ici et maintenant. Mettons-nous tous ensemble au travail afin de réaffirmer et mettre en œuvre les valeurs défendues par les Nations Unies. Nous devons travailler à l'avènement d'un monde pacifique, dans lequel les êtres humains et les pays bénéficient des mêmes droits

et ont tous la même importance; un monde dans lequel le droit l'emporte sur la force. C'est à nous tous et à nous toutes, réunis dans cette salle, d'entreprendre tout notre possible pour atteindre cet objectif. Attelons-nous à cette tâche sans tarder.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Confédération suisse de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. José Mujica, Président de la République orientale de l'Uruguay

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République orientale de l'Uruguay.

M. José Mujica, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S.E. M. José Mujica, Président de la République orientale de l'Uruguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mujica (*parle en espagnol*) : Je viens du Sud.

Mon pays, situé à la rencontre de l'Atlantique et du Rio de la Plata, est une terre de plaines douce et tempérée, une terre de bétail. Son histoire est celle des ports, des peaux, de la viande séchée, de la laine et de la viande. Il connut des décennies purpurines dominées par les lances et les chevaux, jusqu'à ce qu'enfin, à l'aube du XX^e siècle, il se place à l'avant-garde dans les domaines du social, de l'État et de l'éducation. J'irais même jusqu'à dire que la démocratie sociale a vu le jour en Uruguay.

Pendant près de 50 ans, le monde nous a considérés un peu à l'image de la Suisse, alors qu'en réalité, sur le plan économique, nous étions les rejetons bâtards de l'Empire britannique. Or, lorsque celui-ci a disparu, nous avons subi l'héritage amer de ses termes de l'échange désastreux et nous sommes complus dans la nostalgie du passé, ressassant durant presque 50 ans notre exploit sportif de Maracaná. Aujourd'hui, nous refaisons surface à l'heure de la mondialisation,

tirant sans doute les enseignements de notre douleur. Mon histoire personnelle est celle d'un jeune homme – puisque j'ai été jeune autrefois – qui, comme les autres, voulait changer son époque et le monde qui l'entourait selon un rêve, celui d'une société libertaire et sans classes. Mes erreurs sont en partie le produit de mon époque. Bien entendu, je les assume, mais parfois je me lamente avec nostalgie : « Où est aujourd'hui cette force capable de nourrir une si grande utopie? »

Toutefois, je ne regarde pas en arrière car, dans les faits, le présent naît des cendres fertiles d'hier. Je ne vis pas pour régler des comptes ou ressasser des souvenirs, loin de là. Je m'angoisse, ô combien, pour un avenir que je ne verrai jamais, mais pour lequel j'œuvre. Car un monde plus humain est possible, je le crois, mais aujourd'hui l'urgence consiste à sauver des vies.

Je suis du Sud et du Sud je viens pour m'adresser à cette Assemblée. Je porte irrémédiablement en moi les millions de compatriotes pauvres des villes, des déserts, des forêts, des plaines et des mines d'Amérique latine, qui forment cette patrie commune en devenir. Je porte les cultures autochtones écrasées, les restes du colonialisme des îles Malvinas, les blocus stériles imposés à Cuba, ce caïman du soleil caribéen. Je porte les conséquences de la surveillance électronique, qui ne fait rien d'autre qu'instiller une méfiance qui nous empoisonne inutilement. Je porte la gigantesque dette sociale et la nécessité de défendre l'Amazonie, les mers et nos grands fleuves d'Amérique. Je porte le devoir de défendre une patrie pour tous et pour que la Colombie puisse trouver le chemin de la paix. Et je porte le devoir de lutter pour la tolérance – cette tolérance nécessaire envers ceux qui sont différents, et ceux avec qui nous divergeons et sommes en désaccord. La tolérance, dont n'ont que faire ceux qui sont d'accord, est le fondement de la coexistence pacifique, dans la mesure où nous sommes tous différents dans ce monde.

La lutte contre l'économie illicite, le trafic de stupéfiants, l'escroquerie, la fraude, la corruption, les fléaux contemporains nés de cette valeur contre nature qui affirme que nous sommes plus heureux si nous nous enrichissons, peu importe les moyens. Nous avons sacrifié les dieux immatériels traditionnels, et fréquentons désormais le temple du dieu Marché. C'est lui qui organise notre économie, notre politique, nos habitudes, notre vie, et qui nous monnaie un semblant de bonheur à coups de paiements échelonnés et de cartes de crédit. Tout se passe comme si nous étions sur Terre uniquement pour consommer et consommer

encore, et quand nous ne pouvons le faire, nous sommes envahis par un sentiment de frustration, de pauvreté, voire d'auto-exclusion.

Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est qu'étant donné ce que nous gaspillons et enterrons comme détritiques – ce que la science appelle notre « empreinte carbone » –, si l'humanité voulait consommer tel un américain moyen, trois planètes seraient nécessaires. Autrement dit, notre civilisation s'est imposé un défi trompeur, et au rythme où nous allons, il ne sera pas possible à tous d'étancher cette soif de gaspillage dont nous avons empreint notre vie, et qui dans les faits est en train de se généraliser et de devenir la culture de notre temps, perpétuellement régie par l'accumulation et le marché. On nous promet une vie d'opulence et de gaspillage; mais au fond un tel avenir est une bombe à retardement pour la nature et pour l'humanité. C'est en fait la promesse d'une civilisation à l'opposé de la simplicité, de la sobriété, de tous les cycles naturels; pire encore, une civilisation à l'opposé de la liberté nécessaire pour avoir le temps de vivre les relations humaines, les seules qui comptent vraiment : l'amour, l'amitié, l'aventure, la solidarité, la famille. Ce serait en somme une civilisation à l'opposé du temps libre qui ne paie pas, ne s'achète pas, mais nous permet de contempler et d'observer le spectacle de la nature.

Nous rasons les vraies forêts et plantons des forêts anonymes de béton. Nous soignons le sédentarisme avec des déambulateurs, l'insomnie avec des pilules, la solitude avec des appareils électroniques. Sommes-nous heureux ainsi éloignés de l'essence de l'humain? Nous devons nous poser cette question. Étourdis, nous fuyons notre biologie, qui défend cette cause supérieure qu'est la vie en soi, et nous la remplaçons par le consumérisme fonctionnel et l'accumulation.

La politique, mère éternelle des réalisations humaines, est otage de l'économie et du marché. D'étape en étape, la politique ne peut que se perpétuer et à ce titre, elle délègue le pouvoir et se divertit, hébétée, luttant pour gouverner. L'histoire humaine avance, débridée, achetant et vendant n'importe quoi, et innovant pour vendre ce qui en fin de compte ne peut faire l'objet d'un commerce. Il y a du marketing pour tout : pour les cimetières, les services funèbres, les maternités. Il existe du marketing pour les pères, les mères, les grands-parents et les oncles, en passant par les secrétaires, les voitures et les vacances. Tout est devenu du commerce. Les campagnes de marketing ciblent délibérément les enfants et leur psychologie afin d'influencer les adultes

et s'assurer une clientèle future. Nombreuses sont les preuves de ces technologies abominables qui entraînent parfois des frustrations et le mal.

Dans nos grandes villes, le citoyen ordinaire est ballotté entre les institutions financières et le train-train quotidien de son bureau, parfois tempéré par la climatisation. Il rêve toujours de vacances et de liberté. Il rêve toujours de clôre les comptes jusqu'au jour où son cœur s'arrête, et voilà, adieu. Il y aura toujours un autre soldat qui tombera dans le piège du marché, garantissant l'accumulation.

Le fait est qu'il s'agit d'une crise de l'impuissance, l'impuissance de la politique, incapable de comprendre que l'humanité ne peut et ne pourra échapper au sentiment national, un sentiment pratiquement inscrit dans notre code génétique. Nous appartenons toujours à un côté ou un autre. Toutefois, aujourd'hui, l'heure a sonné pour commencer la lutte afin d'édifier un monde sans frontières.

La mondialisation de l'économie ne vise qu'à promouvoir les intérêts personnels de quelques-uns, et chaque État-nation cherche à assurer sa stabilité, et aujourd'hui, la grande mission de nos peuples, en raison de notre absence de vision, est de tout acquérir. Comme si cela ne suffisait pas, le capitalisme productif, le vrai capitalisme productif est à moitié prisonnier des grandes banques. Dans le fond, celles-ci sont les vraies détentrices de la puissance mondiale. En termes plus clairs, nous pensons que le monde réclame haut et fort des règles mondiales qui respectent les nombreuses réussites de la science, mais ce n'est pas la science qui gouverne le monde.

Cela exige toute une série de définitions : combien d'heures de travail dans le monde, comment assurer la conversion entre les différentes monnaies, comment financer la lutte mondiale pour l'eau et contre la désertification, comment faire du recyclage et lutter contre le réchauffement climatique, quelles sont les limites de chaque grande entreprise humaine.

Il faut impérativement parvenir à un consensus afin de mobiliser la solidarité mondiale en faveur des plus opprimés, frapper d'une taxe le gaspillage et la spéculation, mobiliser les grandes économies – non pas pour fabriquer des biens à usage unique à l'obsolescence calculée, mais des biens utiles; non pas pour fabriquer des frivolités, mais pour contribuer à améliorer la situation des plus pauvres du monde; pour fabriquer des biens utiles afin de lutter contre la pauvreté mondiale.

Promouvoir le néo-keynésianisme à l'échelle mondiale pour éliminer les hontes les plus flagrantes du monde serait mille fois plus utile que faire la guerre.

Peut-être que notre monde a besoin de moins d'organisations mondiales, qui organisent des forums et des conférences qui profitent aux chaînes d'hôtels et aux compagnies aériennes et dont les décisions, dans le meilleur des cas, ne profitent à personne. Nous devons revenir aux sources anciennes et éternelles de la vie humaine et à la science, une science au service de l'humanité, dont le but n'est pas de s'enrichir. C'est avec les hommes de science en tant que meneurs de l'humanité que nous devons décider de l'avenir du monde entier. Ni les grands États, ni les multinationales, et encore moins le système financier, ne doivent gouverner l'humanité. Oui, la haute politique associée à la sagesse scientifique, c'est là la solution. Cette science qui ne recherche pas le profit, mais qui sonde l'avenir et nous apprend des choses auxquelles nous ne pourrions penser nous-mêmes. Cela fait combien d'années qu'à Kyoto l'on nous a appris des choses dont nous ne savions rien?

Je pense qu'il faut laisser l'intelligence prendre les rênes de notre navire sur la Terre. À notre avis, de telles notions et d'autres qu'il n'est pas nécessaire de développer ici sont de la plus haute importance, et exigent que le facteur décisif soit la vie, et non l'accumulation. Évidemment, nous ne nous faisons pas d'illusions, ces choses et d'autres qui leur sont similaires ne se produiront pas. Il y aura encore beaucoup de sacrifices inutiles à faire, surtout pour remédier aux conséquences et non pour s'attaquer aux causes. Aujourd'hui, le monde est incapable d'élaborer une réglementation mondiale face à la mondialisation, et ce, à cause de l'affaiblissement de la haute politique, dont tout dépend.

Pendant quelque temps, nous trouverons refuge dans des accords plus ou moins régionaux, qui prétendent instaurer un système de libre-échange interne, mais qui, en fin de compte, érigeront des barrières protectionnistes supranationales dans certaines régions du monde. À leur tour, des branches importantes de l'industrie et des services chargées de la protection de l'environnement verront le jour. Ceci nous reconfortera pendant quelque temps, et nous distraira.

L'accumulation des richesses se poursuivra imperturbablement, à la grande satisfaction du système financier. Les guerres continueront et, avec elles, le fanatisme jusqu'à ce que, peut-être, la nature nous rappelle à l'ordre et rende notre civilisation non viable. Notre vision est peut-être trop dure, sans pitié, et nous

voyons en l'homme une créature unique au monde, la seule créature sur Terre capable d'agir contre sa propre espèce.

Je le répète : ceux que certains appellent la crise écologique de la planète est la conséquence du triomphe accablant de l'ambition humaine. C'est notre triomphe et notre défaite, car nous n'avons pas la force politique de nous adapter à une nouvelle époque que nous avons contribué à mettre en place sans nous en rendre compte.

Pourquoi dis-je tout ceci? À cause des données. Le fait est que la population a été multipliée par quatre et le produit intérieur brut a été multiplié par 20 au moins au cours du siècle dernier. Depuis 1990, le commerce mondial double tous les six ans environ. Nous pourrions continuer à prendre note des données qui indiquent clairement la marche en avant de la mondialisation. Que nous arrive-t-il? Nous entrons à grande vitesse dans une ère nouvelle, où nos politiciens, nos cultures, nos partis et nos jeunes sont usés par l'accumulation effrayante de changements que nous ne sommes même pas en mesure d'assimiler. Nous ne sommes pas capables de gérer la mondialisation, car notre mode de pensée n'est pas mondial. Nous ne savons pas s'il s'agit de limitations culturelles ou biologiques.

Notre époque est prodigieusement révolutionnaire comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, mais elle n'a ni une direction clairement définie ni une direction tout simplement instinctive, et encore moins, une direction politique organisée, car nous n'avons même pas eu les débuts d'une philosophie qui nous aurait aidés à faire face à tous ces changements.

La cupidité, cette force néfaste et motrice de l'histoire, a favorisé les progrès matériels techniques et scientifiques qui ont fait que notre époque et notre temps ont fait des progrès phénoménaux sur de nombreux fronts. Paradoxalement, ce même outil, la cupidité, qui nous a poussés à domestiquer la science et à la transformer en technologie, nous précipite vers un abîme brumeux, une histoire que nous ne connaissons pas, une époque sans histoire, et nous nous retrouvons aveugles et sans l'intelligence collective nécessaire pour continuer à nous coloniser et à nous perpétuer en nous transformant.

Car si la petite créature humaine a une caractéristique, c'est que l'homme est un conquérant anthropologique. On dirait que les choses deviennent autonomes et soumettent l'homme. Ici et là, des lueurs surgissent qui éclairent le chemin à suivre, mais il nous

est impossible de prendre des décisions globales et collectives. La cupidité individuelle triomphe facilement de la cupidité de notre espèce. Soyons clairs. De quoi parlons-nous? Du système de vie sur la Terre, y compris la vie humaine, avec toutes ses fragilités qui font qu'il nous est impossible de continuer de la même façon.

Par ailleurs – et ceci est moins sujet à controverse et plus évident – en Occident en particulier, car nous sommes effectivement de l'Occident, bien que nous soyons également du Sud, les républiques naissantes ont clamé que tous les hommes étaient égaux, que personne n'est meilleur qu'autrui, et que les gouvernements doivent représenter le bien commun, la justice et l'équité. Souvent, ces républiques se déforment et oublient le citoyen ordinaire, l'homme de la rue. Les républiques n'ont pas été créées pour dépasser leurs constituants; elles sont plutôt des phénomènes historiques censés fonctionner pour le bien des peuples. Elles sont donc redevables à la majorité et doivent lutter pour le bien de la majorité.

En raison des vestiges féodaux qui persistent dans nos cultures du fait de l'élitisme de classe, ou peut-être de la culture de consommation qui nous entoure, il arrive souvent que les républiques adoptent un mode de vie quotidien qui exclut ou maintient à distance l'homme de la rue. En fait, l'homme de la rue devrait être la cause centrale de la lutte politique des républiques. Les gouvernements républicains devraient ressembler de plus en plus à leurs populations respectives dans la façon dont ils vivent et dont ils abordent la vie.

Le fait est que nous cultivons des anachronismes féodaux, des courtisanes acceptées et des distinctions hiérarchiques qui affaiblissent les meilleurs aspects des républiques, à savoir qu'aucun être humain n'est supérieur à un autre. Ces facteurs, et d'autres, par leur imbrication, nous retiennent dans la préhistoire, et il est impossible aujourd'hui de renoncer à la guerre lorsque la politique échoue. C'est ainsi que l'économie est prise à la gorge et que nous gaspillons nos ressources. Chaque minute, 2 millions de dollars sont dépensés dans le monde pour des postes budgétaires militaires – 2 millions de dollars par minute. La recherche médicale, toutes maladies confondues, qui a permis d'énormes avancées et grâce à laquelle nous pouvons espérer vivre quelques années de plus, ne représente que le cinquième de la recherche militaire. Ce schéma aveugle, dont nous ne parvenons pas à sortir, nous conforte dans la haine, le fanatisme et la méfiance; il est à l'origine de nouvelles guerres et d'occasions manquées.

Je sais bien que faire son autocritique au niveau national est un expédient politique, et j'estime qu'il serait naïf, dans le monde où nous vivons, de dire que certaines ressources peuvent être mises de côté et consacrées à d'autres postes utiles. Cela serait possible, encore une fois, si nous étions capables de parvenir à des accords mondiaux, à des mesures de prévention mondiales et à des politiques planétaires qui donnent l'assurance de la paix et fournissent aux plus faibles d'entre nous des garanties qu'ils n'ont pas à l'heure actuelle. Il y aurait donc d'énormes budgets à réduire pour s'attaquer aux plus grandes hontes qui sévissent sur Terre, mais une question suffit. Où irait l'humanité en l'absence de ces garanties planétaires? Et chacun par conséquent d'accumuler des armes en fonction de sa taille.

Voilà où nous en sommes, car nous ne parvenons pas à raisonner en tant qu'espèce, à peine en tant qu'individus. Les institutions mondiales, en particulier aujourd'hui, végètent à l'ombre des différends entre les grandes nations. Bien sûr, ces dernières veulent conserver leur part de pouvoir. Elles bloquent toute action au sein de l'Organisation des Nations Unies, alors même que celle-ci a été fondée sur un espoir, un rêve de paix pour l'humanité; pire encore, elles l'ont totalement dissociée de la démocratie au sens planétaire. De fait, nous ne sommes pas égaux. Nous ne pouvons pas être égaux dans ce monde à partir du moment où certains sont plus forts, et d'autres plus faibles. En conséquence, la démocratie planétaire est indigente, et se voit refuser la possibilité d'un accord mondial de paix militant, combatif et véritable. Nous ne soignons le mal que lorsqu'une épidémie se déclare, et alors uniquement selon le bon vouloir de l'une ou l'autre des grandes puissances. Les autres, c'est-à-dire nous, regardent de loin. Nous n'existons pas.

Je crois qu'il serait très difficile d'inventer pire force que le nationalisme chauvin des grandes puissances. Force libératrice des faibles, mère des processus de décolonisation, et outil formidable pour les faibles, le nationalisme est devenu un vecteur d'oppression entre les mains des puissants : les 200 dernières années nous en ont fourni des exemples de toutes parts. Faute de pouvoir, d'autonomie, de reconnaissance et avant tout de démocratie pour le monde des plus faibles, qui constitue l'écrasante majorité de la planète, l'ONU périlite et se bureaucratise.

À titre de modeste exemple, en termes absolus, de tous les pays de l'Amérique latine, c'est notre petit

pays qui déploie le plus grand nombre de soldats dans les missions de maintien de la paix de par le monde : nous allons là où l'on nous demande d'aller. Mais nous sommes petits et faibles, et dans les enceintes où se répartissent les ressources et où se prennent les décisions, on ne nous laisse pas entrer, même pour servir le café. Nous avons au plus profond de nous le désir énorme d'aider l'être humain à sortir de la préhistoire – et j'affirme que les êtres humains qui vivent des situations de guerre sont confinés à la préhistoire, malgré tout les subterfuges qu'ils peuvent trouver –, et tant que l'être humain ne sera pas sorti de cette préhistoire, tant qu'il continuera à recourir à la guerre dès que la politique échoue, nous aurons un long chemin à parcourir et un défi gigantesque à relever. Je l'affirme en connaissance de cause, car nous avons fait l'expérience de la solitude que génère la guerre.

Cela étant, ces rêves, et les défis qui se profilent, exigent que nous luttons pour établir un programme d'accords mondiaux qui nous permettent de prendre les commandes de notre histoire et de lever petit à petit les menaces qui pèsent sur nos vies. Il faut donner à notre espèce tout entière un gouvernement pour l'humanité, qui supprime l'individualisme et s'efforce de créer de nouveaux dirigeants politiques qui suivraient la voie de la science et pas seulement celle des intérêts immédiats qui nous gouvernent et nous étouffent. Parallèlement, il faut aussi comprendre que les pauvres du monde ne viennent pas d'Afrique ou d'Amérique latine, mais font partie de l'humanité et, à ce titre, en cette ère de mondialisation, nous devons nous atteler à leur développement, afin qu'ils puissent subvenir dignement à leurs besoins. Les ressources nécessaires existent, mais elles sont gaspillées par notre civilisation prédatrice.

Il y a quelques jours, un évènement a été célébré en Californie. Cela s'est passé dans une caserne de pompiers où un hommage a été rendu à une ampoule électrique qui fonctionne depuis 100 ans. Un siècle qu'elle est allumée, mes amis! Combien de millions de dollars sont sortis de nos poches pour des produits volontairement de mauvaise qualité afin que les gens achètent toujours et encore? Or cette mondialisation est synonyme de changement culturel brutal pour toute la planète et pour notre vie. C'est ce que l'histoire exige de nous. Toute la base matérielle a changé, et a ébranlé les hommes. Mais notre culture fait que nous persistons à faire comme si de rien n'était. Et au lieu que ce soit nous qui contrôlions la mondialisation, c'est elle qui nous contrôle.

Il y a une vingtaine d'année, nous avons discuté de la modeste taxe Tobin, mais impossible de l'appliquer au niveau mondial. Toutes les banques du pouvoir financier s'y sont opposées au motif qu'elles seraient lésées dans leurs biens et que sais-je encore. Pourtant, c'est bien là qu'est le paradoxe. Car avec du talent, du travail collectif et l'aide de la science, l'homme est capable de transformer peu à peu le désert en champ verdoyant; l'homme peut créer des végétaux qui vivent en eau salée et porter ainsi l'agriculture en mer.

La force de l'homme, pour peu qu'elle soit axée sur l'essentiel, est incommensurable. C'est là que se trouvent les plus grandes sources d'énergie. Que savons-nous de la photosynthèse? Pratiquement rien. L'énergie existe en abondance dans le monde. Employons-nous à l'utiliser, et il sera alors possible de faire disparaître totalement la pauvreté de la surface de la terre et d'instaurer la stabilité. Et les générations futures pourront, pour peu qu'elles commencent à raisonner en tant qu'espèce et non plus en tant qu'individus, porter la vie dans les galaxies et poursuivre le rêve de conquêtes que nous, êtres humains, avons dans les gènes.

Mais pour que ces rêves deviennent réalité, nous devons être maîtres de notre destinée, sinon nous périrons. Nous périrons parce que nous n'aurons pas été capables d'être à la hauteur de la civilisation que nous avons nous-mêmes construite. Voilà le dilemme auquel nous sommes confrontés. Ne nous contentons pas de remédier seulement aux conséquences. Attaquons-nous plutôt aux causes profondes, à cette civilisation du gaspillage, à cette civilisation aux us stériles, qui vole et gaspille le temps des êtres humains, et le gâche en questions inutiles.

M. Beck (Îles Salomon), Vice-Président, assume la présidence.

Souvenons-nous que la vie humaine est un miracle. Que nous vivons grâce à ce miracle et que rien ne vaut la vie. Que notre devoir biologique consiste par-dessus tout à respecter la vie, à l'encourager, à en prendre soin, à procréer et à comprendre que cette espèce est ce que nous sommes.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République orientale de l'Uruguay de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. José Mujica, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de l'Ouganda.

M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Museveni (*parle en anglais*) : En l'an 2000, nous étions réunis ici pour convenir des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à réaliser d'ici à 2015, à savoir : objectif 1, éliminer l'extrême pauvreté et la faim; objectif 2, assurer l'éducation primaire pour tous; objectif 3, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; objectif 4, réduire la mortalité infantile; objectif 5, améliorer la santé maternelle; objectif 6, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; objectif 7, préserver l'environnement; et objectif 8, mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Comme nous le voyons, ces objectifs ne peuvent être réalisés de façon durable que si nous opérons une transformation socioéconomique, autrement dit si les sociétés précapitalistes qui caractérisent les pays en développement se muent en une société nouvelle composée de classes moyennes et de classes ouvrières qualifiées.

Notre vieille société traditionnelle africaine a dû et doit encore connaître une métamorphose socioéconomique, à l'image des insectes, qui prennent des formes de vie nouvelles – œuf, chenille, larve, papillon adulte ou autre etc – à partir du même organisme. Pour nous, cette métamorphose signifie moins de personnes dans l'agriculture que dans l'industrie et les services; plus de personnes dans les centres urbains que dans les zones rurales; pas d'analphabétisme; une agriculture moderne plutôt qu'une agriculture traditionnelle de subsistance ou des cultures de rente non viables héritées de l'ère coloniale, qui rapportent si peu aux familles concernées. J'espère que personne n'avait osé imaginer que nous pourrions réaliser durablement les objectifs du

Millénaire pour le développement (OMD) en conservant une économie arriérée.

En Ouganda, nous avons découvert que les blocages suivants entravaient la transformation socioéconomique.

Le premier de ces blocages est la désorientation idéologique. Le deuxième est la faiblesse de l'État, c'est-à-dire une armée absente et des forces de police, des autorités judiciaires et une fonction publique faibles. Le troisième est l'insuffisance des infrastructures, notamment le manque d'électricité, le manque de routes, l'absence de système ferroviaire, l'absence d'infrastructures dans le domaine des technologies de l'information et des communications, etc. Tout cela signifie qu'il est très coûteux de faire des affaires dans un pays donné. Cela décourage les entreprises, et, si les entreprises ne s'implantent pas, il n'y a pas d'emploi, pas de production de biens ni de services, et surtout pas de hausse des recettes fiscales. C'est un cercle vicieux.

Le quatrième blocage concerne le capital humain, qui est sous-développé du fait du manque d'éducation et des problèmes de santé. Une population illettrée et en mauvaise santé ne peut être un moteur de transformation socioéconomique. Le cinquième est la petite taille des marchés intérieurs hérités de la balkanisation de l'Afrique pendant la période coloniale. Il a fallu régler cette question en œuvrant à l'intégration des marchés régionaux. Il est impossible de produire durablement si l'on ne vend pas à un nombre suffisamment élevé d'acheteurs.

Sixièmement, le faible niveau d'industrialisation et l'incapacité à moderniser les services signifient que nous avons continué à exporter des matières premières à un prix s'élevant au plus à 10% de la valeur du produit fini, ce qui nous a fait perdre de l'argent et des emplois au profit du monde extérieur. L'absence de services modernes nous a, quant à elle, empêchés d'attirer des touristes et forcés à importer des services de l'extérieur, notamment des services spécialisés ou médicaux, facteur qui est venu s'ajouter au fait que nous ne parvenions pas à créer d'emplois.

Septièmement, notre incapacité à moderniser l'agriculture limite les revenus potentiels des groupes concernés de la population et du pays, freine la création d'emplois et a des répercussions sur la sécurité alimentaire.

Huitièmement, nous avons en plus fait l'erreur d'intervenir dans le secteur privé en nous fondant sur

une analyse incorrecte de l'intérêt national. Le secteur privé était-il en train de saigner l'économie nationale en rapatriant les dividendes, ou bien permettait-il de créer de nouvelles sources de revenus, d'étendre les connaissances et de faire croître l'économie? Heureusement, cette erreur a été corrigée en Ouganda et dans une grande partie de l'Afrique.

Tels sont les blocages qui ont eu des répercussions directes sur le rythme de la transformation socioéconomique. Je me garderai d'évoquer la question des blocages politiques ici.

En Ouganda, nous nous sommes montrés très clairs dès le début quant à ces problèmes. Il n'était pas possible d'envisager de réaliser durablement les OMD sans aborder la question de ces blocages stratégiques. On ne peut s'appuyer éternellement sur les donateurs pour réaliser les OMD.

Malgré les erreurs commises par certains, l'Ouganda aura réalisé les OMD suivants en 2015.

Premièrement, éliminer l'extrême pauvreté et la faim – objectif atteint; deuxièmement, assurer l'éducation primaire pour tous – objectif atteint; troisièmement, promouvoir l'égalité des sexes – objectif atteint; quatrièmement, réduire la mortalité infantile – objectif atteint; cinquièmement, améliorer la santé maternelle – nous sommes plus lents à réaliser cet objectif car nous avons commis des erreurs; sixièmement, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies – nous sommes en passe de réaliser cet objectif, hormis en ce qui concerne les nouvelles infections à VIH, qui ont légèrement augmenté; septièmement, préserver l'environnement en accélérant l'électrification de la société afin d'arrêter de couper des arbres pour le bois de chauffe et une agriculture primitive grâce à la modernisation de l'agriculture et en orientant la population davantage vers l'industrie que le secteur agricole.

Huitièmement, la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, avant tout en œuvrant à l'intégration économique et politique de l'Afrique et en facilitant l'accès aux marchés mondiaux sur la base de l'intérêt réciproque. Le processus d'intégration des marchés africains a déjà commencé par l'intermédiaire de la Communauté d'Afrique de l'Est, du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, de la Communauté de développement de l'Afrique australe, de la Communauté économique des États de l'Afrique

de l'Ouest et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Dans le cadre du partenariat mondial, nous devons prendre garde à ne pas perdre le bénéfice de l'apaisement des tensions mondiales qui a suivi la fin de la guerre froide. Dans l'Évangile selon Matthieu, il est écrit :

« Vous les reconnaîtrez à leurs fruits. Cueille-t-on des raisins sur des épines, ou des figues sur des chardons? Tout bon arbre porte de bons fruits, mais le mauvais arbre porte de mauvais fruits. Un bon arbre ne peut porter de mauvais fruits, ni un mauvais arbre porter de bons fruits. Tout arbre qui ne porte pas de bons fruits est coupé et jeté au feu. C'est donc à leurs fruits que vous les reconnaîtrez. » (*La Sainte Bible, Matthieu, 7:16-20*)

Un bon système prouvera lui-même sa supériorité. L'Évangile selon Matthieu affirme également :

« Que votre lumière luise ainsi devant les hommes, afin qu'ils voient vos bonnes œuvres, et qu'ils glorifient votre Père qui est dans les cieux. » (*ibid., Matthieu 5:16*)

Il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles tensions mondiales pour poursuivre les criminels. Lorsqu'une intervention internationale est nécessaire, il faut rechercher un consensus régional et mondial afin d'unir le plus grand nombre pour vaincre le plus petit nombre et isoler l'ennemi autant que possible, comme avait l'habitude de le dire le regretté Président Mao Tsé-toung. Lorsqu'il faut lutter pour la liberté, les peuples opprimés peuvent se défendre. Ils n'ont pas besoin de l'appui de forces extérieures. Ceux qui recherchent un appui extérieur en premier recours sont pour le moins suspects.

Toujours en ce qui concerne le partenariat mondial, je ne puis manquer de signaler notre colère vis-à-vis des acteurs qui commencent à prendre l'habitude d'ignorer la position de l'Union africaine en ce qui concerne les questions africaines. L'un de nos slogans durant la lutte pour la décolonisation était « L'Afrique aux Africains ». Certains semblent penser que c'était là un slogan vide de sens. Ils ont tort. Même si les forces patriotiques ont été quelque peu prises de court par ce regain d'arrogance de la part de ceux qui se sont trompés dans le passé, elles sauront réagir pour protéger l'Afrique de l'hégémonie.

La dernière marque d'arrogance a été manifestée par la Cour pénale internationale (CPI), au sujet des dirigeants élus du Kenya. De nombreux pays africains ont appuyé la création de la Cour car nous excrions l'impunité. Cependant, de manière superficielle et partielle, la CPI continue de mal s'y prendre avec des questions africaines complexes. Cela est inacceptable. Il faut que la CPI arrête! Le conseil que nous lui donnons est prodigué par des acteurs très compétents qui savent ce qu'ils font et ce qu'ils disent. Le Kenya se relève. Il faut le laisser se relever. Nous connaissons l'origine des erreurs du passé. La manière d'agir de la CPI face à ces erreurs n'est pas la bonne.

M^{me} Miculescu (Roumanie), Vice-Présidente, assume la présidence.

Dans la lutte que nous menons pour la transformation socioéconomique, le financement est le plus grand problème auquel nous nous heurtons. La petite économie coloniale moderne de l'Ouganda a été détruite par Idi Amin. Au départ, alors que nous luttions pour un redressement économique restreint, nous dépendions du financement extérieur, qui, quoique utile, était limité, lent à venir, pas toujours ciblé, et irrégulier. Bien que notre économie ait réussi à enregistrer un taux de croissance annuel de 6,5 % en moyenne ces 20 dernières années, nous aurions pu obtenir des taux de croissance bien plus élevés, en particulier si nous avions bénéficié de financements fiables pour les infrastructures.

Maintenant que nous avons quelques capitaux propres, nous sommes en mesure de mettre en œuvre des projets d'infrastructures bien plus rapidement. Même sans pétrole ni gaz, nous avons été capables de progresser bien plus rapidement dans le développement des infrastructures en comptant sur nous-mêmes. Bien entendu, des financements extérieurs supplémentaires, s'ils sont ciblés, appréciables et fournis à temps, peuvent être très utiles. Il ne fait aucun doute que l'Ouganda et une grande partie de l'Afrique avancent d'un pas résolu. Avec les ressources pétrolières et gazières que nous avons découvertes il y a quelques années, nous devrions être en mesure de financer tous nos besoins en matière d'infrastructures. L'avenir est prometteur, et nos progrès sont irréversibles.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de l'Ouganda de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République argentine.

M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Fernández (*parle en espagnol*) : Je tiens à féliciter tout particulièrement le Président de l'Assemblée générale et son pays, Antigua-et-Barbuda, membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Tous les latino-américains sont honorés qu'il préside l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session.

Je voudrais tout d'abord dire que nous sommes solidaires des victimes des attaques perpétrées au Kenya et au Pakistan et, de manière générale, de toutes les victimes d'attentats terroristes commis aujourd'hui dans différentes régions du monde. Je le dis non pas pour exprimer une solidarité de façon formelle ou pour des raisons protocolaires, mais parce que notre pays, l'Argentine, avec les États-Unis d'Amérique, sont les deux seuls pays du continent américain à avoir subi des attaques terroristes. Ce fut le cas pour nous à deux reprises : en 1992, avec l'attentat à l'explosif contre l'Ambassade d'Israël à Buenos Aires et, deux ans plus tard, quand l'Association mutuelle israélite argentine – AMIA – a été la cible d'une attaque à l'explosif. Certains proches de ces victimes nous accompagnent, comme toujours, et je peux les voir d'ici. À l'évidence, nous parlons de véritables victimes. Ce ne sont pas des combattants ni des soldats. Il s'agit de personnes qui sont montées dans un bus, qui entraient dans un bar ou arrivaient sur leur lieu de travail et qui ont été surprises par une explosion mortelle. Elles n'ont pris part à aucune guerre; il ne s'agissait ni de combattants, ni de soldats; elles n'avaient pas choisi d'aller se battre. Je pense

donc essentiellement à ces victimes et à leurs familles, auxquelles nous devons exprimer notre solidarité, et nous devons condamner dans les termes les plus fermes toutes les formes de terrorisme.

La soixante-huitième session de l'Assemblée ne peut passer outre la question syrienne, qui est omniprésente. De façon quasi-prémonitoire, je me trouvais ici il y a peu de temps, à l'ONU, pour présider une séance du Conseil de sécurité, dont l'Argentine est membre non permanent pour la période 2013-2014. Le 6 août, il y a un mois et demi à peu près, nous avons proposé de réformer le Conseil de sécurité en affirmant que son fonctionnement et sa logique remontaient à l'après-guerre et à la guerre froide, quand la peur d'un holocauste nucléaire avait conduit à la création de cet organe dont font partie les puissances qui avaient vaincu l'Allemagne nazie, puis donné lieu à un monde bipolaire. Face à la peur d'un holocauste nucléaire, ce fonctionnement, avec un droit de veto, a été mis en place de manière à ce que personne ne puisse appuyer sur un bouton et faire exploser la planète. Le fait est que cet instrument, qui fonctionne depuis 1945, s'avère aujourd'hui totalement incapable de fonctionner et obsolète, non seulement pour ce qui est de la question syrienne mais aussi face à d'autres menaces à la paix et à la sécurité dans le monde.

Je me félicite de que, pour la première fois, nous avons pu prendre la parole à une heure si tardive car cela rompt un peu avec la logique et l'inertie du déroulement de ces séances. Parfois, quand on vient avec une forme de discours qui ressemble quasiment à un monologue, il est difficile de présenter des arguments ou de réfuter les arguments d'autres discours prononcés ici. J'ai écouté avec une grande attention presque toutes les déclarations qui ont été prononcées aujourd'hui. Évidemment, j'ai prêté une attention particulière à celles qui touchent au système mondial de prise de décisions et, bien entendu, parce que je défends fermement le multilatéralisme, à la première déclaration, celle du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon.

Dans beaucoup de ces discours, j'ai entendu la date du 21 août être mentionnée. Le 6 août, nous avons évoqué la nécessité de réformer le Conseil de sécurité, de supprimer le droit de veto, d'adopter par exemple le système mis en place dans les organisations régionales d'Amérique – comme l'Union des nations de l'Amérique du Sud, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, le Marché commun du Sud – où les décisions sont prises par consensus. Pourquoi? Parce

qu'à la différence d'un organisme gouvernemental, dans lequel le droit de veto est nécessaire pour pouvoir gouverner, lorsqu'il s'agit de gérer le règlement d'un conflit, si l'une des parties au conflit ou possédant des intérêts dans le conflit a le droit de veto, ce droit devient inévitablement une entrave au règlement du conflit. Nous ne savions pas ce qui allait se passer 15 ou 16 jours plus tard, et nombre d'orateurs ont évoqué le 21 août comme le jour où a éclaté la crise syrienne.

Il est en réalité assez difficile à comprendre que l'on n'ait pris conscience de la crise syrienne que le 21 août, lorsqu'a éclaté le scandale des armes chimiques. Les affrontements font rage en Syrie depuis deux ans et demi. Plus de 150 000 personnes ont perdu la vie, dont 99 % à cause des armes classiques, pas des armes chimiques. Je me rappelle qu'à la dernière réunion du Groupe des Vingt (G20), quand a été abordée la question syrienne, j'ai demandé quelle était la différence entre les victimes de mitraillettes, de mines antipersonnel, de missiles, de grenades et celles d'armes chimiques. Cela choque sans doute un peu. Pourtant ce n'est pas la première fois. L'on parle des armes chimiques comme si nous étions pour la première fois confrontés à un phénomène d'armes chimiques ou d'armes de destruction massive.

Je me souviens qu'un autre intervenant a également évoqué ce jour-là les chambres à gaz nazies, le gaz dans les tranchées ainsi que l'emploi d'armes chimiques dans d'autres lieux. Je me souviens aussi avoir entendu ou lu – car je n'étais pas encore née – des informations sur l'holocauste nucléaire de Nagasaki et Hiroshima, ainsi que sur les séquelles ressenties par de nombreuses générations de Japonais dues à l'emploi de ces armes.

Je me souviens, à l'époque où j'étais plus jeune – car, à l'instar du Président uruguayen, j'ai moi aussi été jeune un jour, j'avais moins de 20 ans – de l'utilisation du napalm ou du phosphore pendant la guerre du Viet Nam, ce dont beaucoup ici présents doivent se souvenir également. Cela fut immortalisé par ces photographies qui ont reçu le prix Pulitzer, où l'on voit des petits garçons et une petite fille courant nus sur une route après avoir été victimes d'un bombardement au napalm. Je m'en souviens comme si c'était hier.

Je me souviens également, en toute justice, de la douleur ressentie par le peuple des États-Unis d'Amérique en voyant comment on sortait des avions, enveloppés dans des sacs noirs, les cadavres de ses soldats partis se battre. J'imagine la douleur de

chaque mère, fiancée, sœur, épouse, fille, de chacun de ces soldats morts au combat, allons savoir pourquoi – beaucoup ne le savaient pas – à des milliers et des milliers de kilomètres de leur pays. Quelle aberration, quelle injustice! Il n'existe pas de guerre juste. Seule la paix est juste.

Le 6 août, lorsque nous avons discuté de la façon d'aborder le thème de la paix et de la sécurité, j'ai dit que la paix et la sécurité n'étaient pas des concepts militaires, mais plutôt des concepts politiques. Aujourd'hui, j'ai écouté avec une grande satisfaction le Secrétaire général mentionner ce concept, que nous avons évoqué au Conseil de sécurité, à savoir que la paix et la sécurité ne sont pas des concepts militaires, mais des concepts politiques. C'est pourquoi nous saluons le fait que l'on ait pu parvenir à un accord sur la question syrienne. Nous étions opposés à l'intervention directe, au bombardement, pour une raison pure et simple : l'argument selon lequel, pour éviter des morts, il fallait en provoquer d'autres ne répondait à aucun raisonnement ni à aucune logique. Par ailleurs, nous ne nous exprimons pas au nom de n'importe quel pays, nous nous exprimons au nom d'un pays fort respectueux des normes écrites du droit international.

En effet, mon pays est signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ce qui fait de l'Argentine l'un des pays – si ce n'est le pays – avec la plus grosse production d'énergie nucléaire développée à des fins pacifiques et scientifiques. Nous vendons des réacteurs nucléaires à l'Égypte, à l'Algérie et à l'Australie. Nous produisons également de l'énergie nucléaire à des fins médicales. Nous ne sommes donc pas en train de condamner l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins belliqueuses tout en déployant des sous-marins nucléaires, comme nous en avons l'exemple, nous les Argentins, dans le cadre de notre différend de souveraineté sur les îles Malvinas, alors que le Royaume-Uni militarise l'Atlantique Sud et y envoie ses sous-marins nucléaires. Nous ne pratiquons pas la politique du deux poids deux mesures. Nous ne sommes pas des hypocrites. Non seulement nous avons signé le TNP, mais nous sommes également partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), que le Secrétaire général a également mentionnée dans sa déclaration.

En d'autres termes, lorsque nous parlons de condamner des dictateurs, nous le faisons en tant que partie au Statut de Rome, et, de ce fait, nous pouvons être traduits devant la CPI. Nous faisons également

partie de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, dont le siège est à Washington. Il est curieux que beaucoup de ceux qui parlent des droits de l'homme et du respect des institutions, du droit international et de la CPI et parlent à l'envi des droits de l'homme, n'aient signé aucun de ces traités.

Parlons des droits de l'homme en République argentine! Nous sommes un Membre fondateur de l'Organisation et l'un des pays à avoir préconisé d'abord la création du Secrétariat aux droits de l'homme au sein des Nations Unies, puis l'élaboration de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Je suis ici accompagnée de la présidente de l'association des Grands-mères de la Place de mai, qui m'a également accompagnée à Paris pour signer ce traité, dont nous sommes l'un des premiers États parties.

J'évoque ce thème des droits de l'homme parce qu'on a dit dans un autre discours – et je ne voudrais pas me tromper. On a dit ici que si tel est le monde dans lequel les gens veulent vivre, il faut le dire et accepter la froide logique des fosses communes. L'Argentine peut elle aussi parler de fosses communes. Aujourd'hui encore, en plein XXI^e siècle, nous découvrons des charniers contenant les restes de milliers de personnes détenues et disparues pendant la dictature génocide du 24 mars 1976, comparable à celle qui s'installa au pouvoir dans la République sœur du Chili le 11 septembre 1973, après avoir renversé le Gouvernement démocratique de Salvador Allende.

Combien aurions-nous aimé que tous ces discours de condamnation des dictateurs génocidaires se soient tenus à cette époque. Combien aurions-nous aimé que l'on vienne en aide aux peuples argentin et chilien et à tant d'autres peuples du continent américain, quand, au milieu de la guerre froide, nous étions les victimes propitiatoires de dictateurs et d'assassins. Néanmoins, on a également dit ici que si les droits de l'homme étaient respectés, il serait possible d'examiner une affaire où la situation d'un prévenu rencontre les intérêts d'une Puissance, afin de les faire changer de comportement. Nous avons parlé de ces choses, ainsi que de la nécessité d'en finir avec cette politique de deux poids deux mesures, et de celle de faire respecter à la lettre les résolutions et les décisions d'une organisation multilatérale comme l'ONU, par les faibles comme les forts, les grands comme les petits.

Nous attendons cela depuis 1965, depuis qu'en plénière comme par nombre de résolutions

de l'Assemblée et de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation on a fait obligation à l'Argentine et au Royaume-Uni de s'asseoir autour d'une table pour dialoguer. Le mot de dialogue est un autre mot que j'ai entendu de façon récurrente dans tous les discours. Il nous faut nous asseoir à une table pour dialoguer car nous avons un différend relatif à la souveraineté sur le territoire des îles Malvinas. Cependant, le Royaume-Uni a fait absolument fi de tous ces appels. Ainsi continuons-nous à endurer cette politique de deux poids deux mesures – terme que certains n'aiment pas entendre mentionner – et toutes ces hypocrisies, qui sont comme les sorcières, car elles existent effectivement.

J'ai également entendu, je dois l'avouer, avec plaisir – car je ne vais pas seulement parler ici de choses qui me semblent relever des deux poids deux mesures mais également de celles avec lesquelles nous sommes d'accord – que l'on reconnaissait, finalement, la nécessité – fondamentale pour commencer à trancher ce nœud gordien qu'est la question du Moyen-Orient – de reconnaître l'État de Palestine et le droit de l'État d'Israël de vivre en sécurité à l'intérieur de ses frontières. En outre, je crois que quelqu'un a dit, avec beaucoup de justesse, qu'il était impossible d'assurer la sécurité de l'État d'Israël sans reconnaître l'existence et garantir la viabilité physique de l'État de Palestine. Nous ne pouvons que souscrire à cette caractérisation.

J'ai également suivi le discours du nouveau Président de la République islamique d'Iran et les commentaires des grandes puissances à propos de ce changement de gouvernement. J'ai cru comprendre, si je n'ai pas mal entendu, qu'il existait une forme d'attente nouvelle de changement face au renouvellement du personnel dirigeant en République islamique d'Iran. Comme l'Assemblée le sait, un différend nous oppose à ce pays étant donné que l'Association mutuelle israélite d'Argentine (AMIA) et la justice argentine ont officiellement accusé cinq citoyens iraniens d'avoir pris part au plasticage de l'AMIA. Cela fait 10 ans que pour la première fois, celui qui était alors Président de l'Argentine depuis le 25 mai 2003, Néstor Kirchner, a réclamé dans cette même salle, la coopération de la République islamique d'Iran en vue de faire la lumière sur les faits. Année après année, il a continué à le faire, jusqu'en 2007, et de 2007 à ce jour, j'ai continué à réclamer cette coopération. Il y a un an, nous avons reçu une réponse du Ministre des affaires étrangères de l'Iran aux fins d'engager le dialogue et de conclure un accord de coopération. Pourquoi? Pour une raison très simple :

parce que cette affaire est pendante depuis 19 ans. Elle n'avance pas, et, s'il y a cinq accusés iraniens, le seul interlocuteur avec qui je puisse et je dois parler pour que le juge puisse recueillir une déclaration de ces cinq citoyens iraniens est évidemment la République islamique d'Iran. Cela semble tellement évident, mais très souvent dans ce monde si particulier, et aussi dans mon pays qui est un peu particulier, il faut expliquer les évidences.

Le fait est qu'aujourd'hui, j'ai également entendu parler de choix imparfaits. J'ai aimé ce terme qu'a utilisé un Président. Je pense qu'après avoir réclamé cette coopération pendant 10 ans, si tout à coup, ceux à qui nous réclamions cette coopération déclarent : « Nous allons dialoguer, nous allons coopérer », l'Argentine n'a d'autre choix possible que de s'asseoir à une table pour dialoguer. Cette affaire a été utilisée, sur le plan intérieur, dans notre pays, pour nous attaquer politiquement, et également ici, aux États-Unis, par les fonds voutours, afin de nous opposer au Congrès américain, et de dire que nous étions en train de négocier un accord, un traité avec l'Iran. Mais un accord sur quoi? Sur des armes nucléaires? Non. Sur une alliance stratégique visant à attaquer l'Occident? Non. Un accord pour nous convertir à l'Islam? Non plus. Cet accord visait simplement à débloquent la question de procédure, afin de permettre à la justice argentine de recueillir les déclarations des accusés, tout en leur donnant la garantie d'une procédure régulière par l'intermédiaire d'une commission de juristes internationaux qui ne sont ni iraniens, ni argentins. Cette commission garantirait une procédure régulière mais les décisions n'en seraient pas contraignantes. Ce traité a été adopté il y a neuf mois dans mon pays. Je dirais presque que l'enfant est à naître, si je le mesurais en termes biologiques ou d'accouchement. Il a été approuvé par tous les organes compétents, y compris le Parlement. Il a été publié au Bulletin officiel. Le monde entier sait que l'Argentine s'est conformée au traité. À ceux qui ont dit que cela était très commode pour l'Iran, nous dirions qu'il est permis de douter que nous n'ayons pas eu raison de penser pouvoir ainsi débloquent cette affaire, après neuf ans sans aucune nouvelle, aucune notification, aucune approbation de la part des autorités iraniennes.

La vérité est qu'il y a un nouveau Gouvernement, dont j'ai suivi le discours avec beaucoup d'attention. J'ai également lu les déclarations du Président actuel de la République islamique d'Iran, qui a dit qu'il ne niait aucunement l'Holocauste, et je pense que cela est très important. Ça l'est, à tout le moins, pour moi et je

crois que ça l'est pour un très grand nombre de citoyens du monde. Il a même indiqué, dans son discours d'aujourd'hui, qu'au moyen de cette élection, la société iranienne, en évinçant quelqu'un dont nous avons tous entendu les positions – ce n'est pas la peine de les répéter ici –, avait précisément prouvé qu'elle préférerait des positions plus modérées. Ce qui a été exprimé ici au moins, devant ces micros, a été la volonté de s'entendre, de discuter, d'être ouverts, d'être une société démocratique de paix et de bonne volonté.

Le Président français a évoqué l'importance du dossier que constitue le programme nucléaire iranien. Je tiens, moi, à parler de l'autre grande question relative à l'Association mutuelle israélite d'Argentine. Ils disent qu'ils vont fournir des preuves et entamer des négociations sur le fait qu'ils ne veulent pas d'armes nucléaires à des fins militaires. Ou peut-être vont-ils adhérer – du moins c'est ce que j'ai compris – à ce à quoi nous avons nous-même adhéré, à savoir le régime de non-prolifération. Maintenant nous attendons qu'ils nous disent s'ils ont approuvé cet accord et aussi qu'ils nous donnent une date de confirmation de la création d'une commission ainsi qu'une date à laquelle le juge argentin pourra se rendre à Téhéran, oui, à Téhéran. Nous n'avons pas peur, allons à Téhéran. Nous n'avons pas peur.

Mais nous croyons aussi en la bonne volonté de l'être humain et n'avons aucune raison de ne pas croire qu'ils veulent la paix. Tous les orateurs qui se sont exprimés ici ont dit qu'ils veulent la paix, qu'ils s'aiment les uns les autres. Nous les croyons, mais nous attendons d'eux que leurs paroles correspondent à leurs actes. C'est pourquoi je peux dire ici que je n'ai aucun doute – compte tenu de ce qui s'est dit ici – que nous allons recevoir une réponse positive. Si je dis ceci, c'est pour qu'on ne prenne pas notre profonde conviction dans le bien-fondé des normes du droit international et notre patience pour de l'ingénuité ou de la stupidité. Nous exigeons des réponses. Il n'est plus temps d'être prudent. Les victimes y ont droit, et la République islamique d'Iran aussi, si elle veut effectivement montrer au monde qu'elle a un gouvernement différent prêt à agir autrement. J'ai confiance. Je n'ai aucune raison de douter.

Pour ce qui est des autres questions que j'aimerais également soulever, j'affirme ici que nous pratiquons le « respect en série » des normes du droit international. Nous sommes également des « victimes en série » des autres normes non écrites qui ont aujourd'hui une

grande importance dans le monde de l'économie et des finances. Ce sont des normes non écrites par les grands centres financiers, par les preneurs de risques, par ceux qui spéculent, comme les fonds vautours, sur les pays qui, comme l'Argentine, ont cessé de rembourser leurs dettes depuis 2001.

On a également parlé dans cette enceinte de la pauvreté, de la nécessité que les garçons et les filles aient accès à l'éducation. Je voudrais lire deux phrases du discours du Secrétaire général de l'ONU, sur les armes et sur la pauvreté, où il déclare :

« Alors que les besoins de l'humanité sont immenses, les dépenses d'armement demeurent absurdement élevées. Nous devons reconnaître les vraies priorités et investir dans les gens au lieu de gaspiller des milliards en armes de guerre. »
(A/68/PV.5, p. 4)

L'Argentine ne produit évidemment pas d'armes chimiques; elle ne vend même pas d'armes classiques. Il serait intéressant de vérifier qui fournit des armes – j'ai déjà dit cela dans le Groupe des Vingt – aux groupes rebelles qui s'opposent au Gouvernement syrien. Il est normal que le Gouvernement syrien dispose des armes d'un État. Nous aimerions bien savoir qui fournit les armes aux forces d'opposition syriennes. Cela ne signifie nullement que nous prenions parti pour les uns ou pour les autres. Mais nous voulons exposer des choses très logiques et qui constituent un véritable commerce, comme le commerce des armes.

Pourquoi, grand Dieu, a-t-il fallu attendre que 1 000 personnes soient tuées par des armes chimiques pour découvrir que 150 000 personnes étaient mortes? Pourquoi n'a-t-on pas décrété un embargo sur les armes il y a deux ans pour éviter tant de morts? C'est à ceux qui vendent des armes de répondre à ces questions. Ce n'est pas nous qui les vendons, et nous ne pouvons pas y répondre, bien que nous ayons une idée sur la question.

Je veux également lire une partie très importante où le Secrétaire général de l'ONU parlait de la situation économique. Si l'Assemblée a été préoccupée par la question syrienne, il est clair que la crise économique qui a commencé ici, aux États-Unis, avec la chute de Lehman Brothers en 2008 et qui, en dépit de tous les discours, continue de produire une situation instable et fragile, ce dernier terme ayant été très utilisé, non pas ici, mais par le Groupe des Vingt.

Nous voyons des millions de chômeurs dans le monde. C'est un peu la situation qu'a vécue l'Argentine

en 2001 lorsque nous avons cessé de payer la dette. C'est en cela que nous sommes des victimes en série des règles non écrites des groupes de pression, des preneurs de risques, des dérivés financiers, qui continuent de spéculer comme des vautours sur les pays qui cessent de payer la dette et achètent des bons à bas prix et prétendent ensuite encaisser des millions. C'est l'histoire de l'Argentine, mais cela peut-être l'histoire de n'importe quel autre pays en très peu de temps.

Depuis le début du Gouvernement du Président Kirchner, le 25 mai 2003, l'Argentine a cherché à voir comment nous pouvions sortir de la dette, qui équivalait à 160 % de notre produit intérieur brut. Nous avons un taux de chômage de 25 %, un taux de pauvreté de 54 % et taux d'indigence de 30 %. C'est une situation que beaucoup de pays connaissent aujourd'hui.

En 2005, nous avons organisé une première restructuration de la dette, qui a été acceptée par 76 pour cent de nos créanciers. Lors de mon propre gouvernement en 2010 nous avons rouvert le processus de restructuration de la dette et réussi à obtenir l'approbation de 93 pour cent de nos créanciers. Considérez que, dans un pays qui a des lois d'insolvabilité, lorsque les entreprises font faillite, la loi exige l'accord d'au moins 66 pour cent des créanciers pour que le juge des faillites fasse accepter aux autres créanciers les termes de la restructuration – du moins, c'est le cas en Argentine. Je pense que le nombre est le même aux États-Unis, soit 66 pour cent. En outre, ici aux États-Unis, même les municipalités peuvent déclarer faillite, et le juge peut décider que, si la viabilité de la municipalité est en jeu, un chiffre encore inférieur est acceptable.

Le fait demeure qu'en 2010, l'Argentine a conclu un accord avec 93 pour cent de ses créanciers. Depuis 2005, l'Argentine a constamment et en temps opportun payé chacune de ses échéances de dettes, tant et si bien que le dernier paiement a été effectué il y a quelques jours, y compris par le biais d'obligations sujettes à la législation nationale argentine et payables à Buenos Aires. Nous avons payé 2,07 milliards de dollars, et aujourd'hui notre dette par rapport au produit intérieur brut est un peu moins de 45 pour cent, comparativement à 160 pour cent, comme je l'ai mentionné auparavant. Une grande partie de la dette est en réalité la dette du secteur public. La dette libellée en devises de l'Argentine n'est que de 8 pour cent du produit intérieur brut, due tant à des intérêts privés qu'étrangers. Mais, je le répète, nous nous en acquittons scrupuleusement.

En 2008, sept ans après que l'Argentine eut déclaré être en défaut sur sa dette, des fonds vautours, comme ils sont surnommés, ont fondu sur nous. Je l'affirme : prise entre les fonds vautours et les faucons de la guerre, l'ONU est prisonnière d'un scénario pire que *Les Oiseaux*, d'Hitchcock, mais Hitchcock au moins était un réalisateur de talent. Ces fonds vautours ont acheté pour 40 millions de dollars d'obligations qu'ils veulent maintenant se faire rembourser, au mépris de l'accord avec les créanciers qui prévoit des remises et des délais – à l'instar de ce qui se fait dans tout groupe de créanciers qui souhaite se faire rembourser et qui, donc, met en place des remises et des délais de paiement. Ces fonds veulent se faire rembourser la totalité des obligations à leur valeur nominale, sans aucune remise, aucun délai, tout de suite. Autrement dit, alors qu'ils ont payé 40 millions de dollars sur les marchés autoréglementés – une bénédiction pour eux –, ils en demandent aujourd'hui 1,7 milliard de dollars, voire plus, ce qui correspond, pour la période entre 2008 et aujourd'hui, à un rendement en dollars supérieur à 1 300 %.

Je me pose la question – et je la pose au Secrétaire général Ban Ki-moon : pourra-t-on encore trouver des chefs d'entreprises prêts à créer des emplois, à innover, à investir dans la production et à générer du travail lorsque, sur un coup de chance économique qui tient d'une partie de roulette, quelqu'un peut acheter pour 40 millions de dollars d'obligations en défaut avant d'obtenir une décision de justice qui lui permet d'exiger le remboursement d'1,7 milliard de dollars?

Il ne s'agit pas ici d'un problème argentin. Il s'agit d'un problème mondial. C'est pourquoi nous remercions également la République française de s'être portée amicus curiae devant la Cour suprême des États-Unis. Nous remercions aussi Anne Krueger, ancienne Directrice générale adjointe du Fonds monétaire international, qui n'est pas précisément, ni n'a jamais été, une amie de la République argentine, mais qui s'est également portée amicus curiae.

Nous rappelons par ailleurs les propos de l'ancien Secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill. Lorsqu'il avait été décidé, en 2001, de laisser l'Argentine se débrouiller seule face à une crise sociale et institutionnelle dans laquelle la répression avait déjà fait plus de 30 morts dans les rues, ce dernier avait déclaré que les plombiers américains n'avaient pas à payer pour la « fiesta » des Argentins. Aujourd'hui, j'affirme que les millions d'Argentins qui ont retrouvé

un travail, les millions d'Argentins qui ont retrouvé leurs espoirs et leurs rêves, les scientifiques qui sont revenus dans notre pays, les jeunes qui sont retournés sur les bancs de l'école n'ont pas eux non plus à payer pour la fiesta des groupes de pression qui, parce qu'ils participent à des campagnes politiques et financent les campagnes des hommes politiques ici dans ce pays, détiennent un pouvoir de lobby suffisant pour faire vaciller le système financier international. N'est-ce pas incroyable? D'autant plus qu'il ne s'est écoulé que peu de temps entre les déclarations de Paul O'Neill et ce que nous exprimons aujourd'hui.

Nous ne demandons rien. Nous demandons simplement que l'on nous laisse payer. N'est-ce pas incroyable? Après avoir été en situation de défaut de paiement, on voudrait aujourd'hui ne pas nous laisser rembourser notre dette. C'est presque ubuesque dans ce monde qui se débat dans des restructurations de la dette, un monde où des millions d'hommes et de femmes – y compris ici, aux États-Unis, – sont sans emploi, ont perdu leur maison ou ont vu leurs heures de travail diminuer, sans parler de l'Europe dévastée.

Bien sûr, ni l'Argentine, ni nombre des pays représentés ici n'ont la chance d'être des États émetteurs de monnaie de réserve, mais ce qui est certain, c'est que nous avons manifesté une volonté de nous acquitter de nos engagements qui, je crois, doit être reconnue – à moins que le but ne soit, par principe, de punir, de châtier l'Argentine parce qu'elle a su sortir de l'ornière, qu'elle a su créer des emplois, qu'elle a su relancer sa croissance, qu'elle a su payer ses créanciers sans suivre les instructions que voulait lui imposer le Fonds monétaire international.

Au passage, il faut aussi adopter une loi mondiale, une réglementation internationale des marchés et des règles d'intervention. Certes, le Groupe des Vingt a fait des déclarations formidables sur les paradis fiscaux, les agences de notation et les mouvements de capitaux, mais il n'en reste pas moins que le monde a besoin de normes mondiales pour une gouvernance mondiale. De la même manière que l'on exige le respect des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, nous demandons qu'on édicte aussi des normes et qu'on respecte la souveraineté des pays – fondamentalement, des pays comme le nôtre – qui veulent s'acquitter de leur dette.

Enfin, je voudrais m'adresser en ce jour si particulier à tous les pays où sévissent la guerre, les violations des droits de l'homme et d'autres violations,

bien que plus subtiles, des droits humains, comme le fait de perdre son travail, de se voir déchu de ses droits, de perdre son logement, de perdre l'espoir. En définitive, je crois que notre obligation, en tant que dirigeants mondiaux, est de construire une histoire différente et de nous y atteler sérieusement.

Nombre de ceux qui ont pris la parole ici ont prononcé des allocutions un peu ambivalentes, entre espérance et désillusion, parce qu'ils n'ont pas pu accomplir ce qu'ils auraient voulu, comme si leur envie de faire quelque chose avait soudain été perçue un peu comme un caprice et qu'on ne les avait pas laissés faire, que cela avait fâché. Je crois que la seule chose que l'on ne puisse pas faire lorsqu'on dirige un pays et, surtout, lorsqu'on dirige une grande puissance, est de s'énerver, et encore moins de faire des erreurs. C'est la seule chose que l'on ne puisse pas faire : faire des erreurs, car ce ne sont pas les dirigeants qui prennent les décisions ou font des choix erronés qui payent ces erreurs. Les erreurs se payent en vies humaines lorsqu'il s'agit de la guerre, mais aussi lorsqu'il s'agit de l'économie, avec le chômage, le manque d'accès aux soins de santé, la pénurie de logement, l'insécurité, la main-d'œuvre bon marché pour le trafic de stupéfiants que nous disons tant combattre.

À cet égard, l'une des clefs de la lutte contre le trafic de stupéfiants est d'en finir avec la main – d'œuvre bon marché que fournissent les pays émergents et en développement, et de mettre un terme également au blanchiment d'argent du trafic de stupéfiants dans les pays puissants parce qu'en vérité, l'argent du trafic n'est pas blanchi dans les pays producteurs, mais dans les pays puissants. Il convient de le rappeler, que l'on parle du trafic de stupéfiants ou de beaucoup d'autres choses.

Je terminerai en citant une phrase du Secrétaire général qui m'a beaucoup plu, parce qu'elle m'a paru être une invitation très opportune. De fait, dans cette phrase, il invitait précisément à traduire l'espoir en action, grâce au travail, à la détermination, au talent et à l'intégrité, et d'ajouter : « en y mettant toute notre passion ». Je suis quelqu'un de très passionné; on me dit même parfois que je le suis un peu trop et que mes déclarations sont excessives. « En y mettant toute notre passion, mais aussi et surtout toute notre compassion, nous pouvons construire l'avenir auquel vos peuples aspirent et dont le monde a besoin », a-t-il dit. Compassion.

J'avoue avoir entendu ce mot très souvent dans mon pays, il y a longtemps de cela. Peut-être que la passion, justement, m'empêchait de le comprendre alors.

Ce mot était utilisé à l'époque – et il l'est toujours – par un cardinal argentin devenu aujourd'hui pape, et à qui je sais gré par ailleurs, en tant que chrétienne, d'être intervenu de manière déterminante sur la question syrienne, avec passion, passion pour l'espérance, passion pour l'avenir, passion pour le futur, et compassion pour les moins nantis, pour les plus vulnérables, pour ceux qui ont tout à espérer, pour ceux qui n'ont rien fait pour mériter la misère et être abandonnés de Dieu, compassion pour tous ceux qui sont victimes de la guerre, du chômage, de l'extrême pauvreté et de la misère – autrement dit, de nos échecs à nous les dirigeants du monde.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République argentine de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Joyce Hilda Mtila Banda, Présidente de la République du Malawi

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Malawi.

M^{me} Joyce Hilda Mtila Banda, Présidente de la République du Malawi, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Joyce Hilda Mtila Banda, Présidente de la République du Malawi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Banda (*parle en anglais*) : Je voudrais féliciter le Président Ashe de son élection à la présidence de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale et l'assurer de mon appui et de ma coopération sans faille, ainsi que de ceux de mon gouvernement, durant son mandat. Ses qualifications et son expérience en tant que diplomate de carrière ici à l'ONU nous donnent l'assurance d'une session fructueuse.

C'est véritablement un honneur pour moi que d'avoir à nouveau l'occasion de prendre la parole devant l'Assemblée. Dans mon premier discours devant cette instance l'année dernière, j'avais évoqué les défis qui se posaient au Malawi au moment de ma prise de fonctions

de Présidente de la République du Malawi. J'avais souligné la détermination de mon gouvernement à régler les problèmes de gouvernance politique et économique dont j'avais hérités. Je me suis employée à assurer la stabilité macroéconomique et à rétablir l'état de droit et le respect des droits de l'homme.

Les réformes engagées par mon gouvernement ont été douloureuses mais nécessaires. Il me plaît donc d'informer l'Assemblée que le Malawi connaît une reprise économique forte. Par exemple, il n'y a plus pénurie de devises et de carburant, la monnaie s'est stabilisée, l'inflation recule et la production industrielle est passée de 30 % en 2012 à 75 % en 2013.

La croissance économique, qui a été de 1,8 % l'année dernière, devrait être de 5 % cette année, d'après les prévisions. En outre, les Malawiens jouissent de nouveau de leurs libertés fondamentales et de leurs droits civils, tels que consacrés par la Constitution.

Je suis heureuse de dire que le Malawi, « cœur battant de l'Afrique », bat de nouveau, et mon gouvernement est décidé à rester engagé dans la voie de ces réformes. En passant à l'étape suivante, mon intention est de faire fond sur ce que les résultats engrangés pour parvenir à une croissance durable au service de tous.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour réfléchir aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et discuter du programme de développement pour l'après-2015. Avant de livrer mon analyse, je voudrais féliciter le Secrétaire général des efforts qu'il déploie pour que le débat sur le programme de développement pour l'après-2015 soit mondial et ouvert à tous. Je crois comprendre que plus de 750 000 personnes dans 194 pays ont exprimé leurs vues et indiqué qu'elles étaient prêtes pour des changements audacieux. Je suis heureuse que le Malawi ait été parmi les pays choisis pour mener ces consultations nationales.

Je crois qu'au Malawi et ailleurs, les OMD ont joué un important rôle s'agissant d'axer nos efforts autour de l'objectif commun de l'élimination de la pauvreté. Ils ont permis de mieux sensibiliser le public aux niveaux inacceptables de pauvreté qui existent et concouru à mobiliser l'action en faveur d'un monde plus juste.

Parallèlement, les OMD ont fourni un cadre commun pour suivre les progrès et recenser les avancées mais aussi les difficultés. Cela étant, ils ont changé la

manière dont pays développés et pays en développement abordent désormais la coopération au service du développement.

Le Malawi est en passe d'atteindre quatre des 8 OMD : réduire la mortalité infantile, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Toutefois, comme d'autres pays, il est peu probable que nous atteindrions les objectifs d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim, d'assurer l'éducation primaire pour tous, de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et d'améliorer la santé maternelle.

Plus la date-butoir approche, plus le Malawi redouble d'efforts pour accélérer leur réalisation. Nos progrès nous ont permis de mettre en évidence les meilleures pratiques et les goulets d'étranglement. Nous avons notamment compris que l'inégalité entre les sexes et le manque d'autonomisation des femmes étaient les principaux obstacles nous empêchant d'avancer dans la réalisation des OMD. En réaction, mon gouvernement a mis au point un nouveau cadre d'accélération de la réalisation des OMD axé sur l'élimination de ces obstacles une fois pour toute.

À l'heure de poser les fondements du programme de développement pour l'après-2015, je voudrais tirer les enseignements de l'expérience du Malawi en matière de réalisation des OMD.

Premièrement, je crois que la force des OMD réside dans le fait qu'ils sont précis et ciblés, ce qui nous a aidés à concentrer notre attention et à axer nos efforts sur les questions les plus cruciales, tout en permettant une prise en main locale. Dans le cas du Malawi, les OMD ont été adaptés aux spécificités nationales grâce à la Stratégie de croissance et de développement du Malawi.

Deuxièmement, les 13 dernières années nous ont montré l'importance des liens qui existent entre ces objectifs. Une famille pauvre n'est pas seulement économiquement démunie. Elle est aussi susceptible d'être confrontée à toute une série d'autres problèmes, comme la vulnérabilité environnementale, les violations des droits de l'homme et l'absence d'accès ou un accès limité aux services de base. Voilà pourquoi sortir les personnes de la pauvreté nécessite d'adopter une approche globale.

Troisièmement, une forte volonté politique et la transformation des partenariats ont accéléré la réalisation de la plupart des OMD. Enfin, je voudrais lancer une mise en garde, car nous devons être conscients du fait que le niveau de développement n'était pas le même sur tous les continents lorsque nous avons fixé les OMD. Cela a créé des contraintes aux conséquences parfois inattendues. Dans le cas du Malawi et d'autres pays, il est arrivé que les efforts pour assurer l'éducation pour tous interviennent aux dépens de la qualité de l'éducation, or accès et qualité devraient être indissociables.

Nous convenons tous qu'il risque de ne pas être facile de dégager un consensus sur le thème « Le programme de développement pour l'après-2015 : préparons le terrain ». Pourtant, nous sommes bien plus au fait de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, aujourd'hui qu'il y a 13 ans. Nous savons que pour obtenir des changements réels et durables, nous devons faire preuve de détermination. Nous savons que pour inciter et appeler à l'action, nous devons nous montrer audacieux et ambitieux. Nous savons que pour optimiser nos ressources et nos talents, nous devons créer des partenariats intelligents.

Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 constitue un point de départ solide en vue de définir un nouveau cadre. Je salue en particulier l'objectif global d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Je me félicite également de l'accent mis, notamment, sur l'autonomisation des filles et des femmes, la création d'emplois, les moyens de subsistance durables, la croissance équitable et la nécessité de garantir la bonne gouvernance et le bon fonctionnement des institutions. Je suis consciente qu'un grand nombre de personnes affirment que la meilleure stratégie à adopter pour réaliser les OMD est de favoriser la croissance du produit intérieur brut. Cependant, à mon sens, cette idée repose sur une approche partant du sommet. Or j'estime que c'est avant tout aux revenus des foyers pauvres qu'il faut donner la priorité. Les problèmes qui ont des répercussions sur la croissance démographique – la malnutrition, l'accès des filles à l'éducation, la santé maternelle – sont tous liés à la pauvreté, et en particulier à l'insuffisance des revenus par foyer. Si nous voulons les surmonter, nous devons promouvoir des politiques et des programmes qui permettent à chaque foyer d'avoir des revenus décents.

À cet égard, mon gouvernement s'est employé à établir de nouveaux partenariats avec le secteur

privé, les communautés locales et les partenaires de développement afin d'œuvrer au développement par des moyens plus novateurs. Mon gouvernement s'efforce de transformer les économies rurales et de rompre le cercle vicieux du sous-développement et de la pauvreté. Nous avons décidé d'investir pour améliorer les moyens de subsistance des populations pauvres dans les zones rurales et urbaines. Cette initiative de transformation vise à moderniser nos communautés rurales en leur donnant accès à un ensemble de prestations de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement et du logement.

Le Gouvernement a également lancé le Programme d'électrification des zones rurales du Malawi, qui vise à stimuler l'industrie, le commerce et la productivité agricole grâce à l'électricité. Le Gouvernement est également en train de mettre en place un programme d'épargne et d'investissement au niveau local afin de promouvoir une culture de l'épargne et de la constitution d'actifs pour accroître les revenus et la création de richesses. J'estime que cela permettra à la majorité des personnes pauvres de participer activement à la vie économique.

Si nous ne parvenons pas à aider les populations des zones rurales, comme c'est le cas dans de nombreux pays en développement, afin que chaque foyer puisse compter sur un revenu décent, le cercle vicieux de la croissance démographique, de la malnutrition, des risques maternels et de la pauvreté persistera. Pour que le programme de développement pour l'après-2015 tienne ses promesses, nous devons commencer par la base, c'est-à-dire par la population.

C'est la raison pour laquelle j'accueille favorablement l'idée que, dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, nous mesurons les progrès accomplis vers la réalisation de nos objectifs en prenant en compte tous les niveaux de revenus. Cela nous permettra d'offrir les mêmes chances à tous, indépendamment des niveaux de revenus, et de réaliser notre rêve de prospérité partagée. C'est là la clef pour rendre à chacun sa dignité.

Enfin, je tiens à souligner à quel point il importe de réaliser la paix et la sécurité mondiales. Nous savons tous que les conflits, l'instabilité et les troubles civils entravent nos initiatives de développement. À l'heure d'aborder le programme de développement pour l'après-2015, nous devrions renouveler notre attachement à la paix et la sécurité mondiales. En tant

que mère et grand-mère, je me sens dans l'obligation de lancer cet appel.

Le Malawi continuera de participer pleinement à l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015. J'espère que la voix des pauvres, des femmes, des personnes handicapées et des exclus sera entendue et qu'elle sera présente dans ce programme. Je crois qu'un monde de prospérité partagée est possible.

La Présidente par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Malawi de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Joyce Hilda Mtila Banda, Présidente de la République du Malawi, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie

La Présidente par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Zambie.

M. Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Sata (parle en anglais) : Je tiens tout d'abord à féliciter S. E. M. John Ashe de son élection à la présidence de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Je suis certain que sa sagesse et sa compétence lui seront très utiles pour diriger les travaux de l'Assemblée durant une année placée sous le signe d'un dialogue novateur et de négociations difficiles.

Le thème de la session de cette année, « Le programme de développement pour l'après-2015 : préparons le terrain », est bien choisi, car il nous donne la possibilité de débattre de ce que sera le développement mondial à l'avenir. À cet égard, je tiens à assurer le Président qu'il peut compter sur l'appui de notre délégation dans l'accomplissement de ses fonctions pendant la présente session.

Le continent africain a cette année franchi lui aussi une étape importante. En mai, avec le reste du continent, nous avons célébré le cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine, l'ancêtre de l'Union africaine. L'Union africaine est un symbole des aspirations et des espoirs collectifs de notre continent, et de sa résilience. Comme prévu, cet anniversaire a été l'occasion d'une réflexion générale sur la direction que doit prendre une Afrique jeune et pleine de ressources. Par ailleurs, l'année prochaine, notre pays fêtera les 50 ans de son indépendance. Nous approchons de cette date historique avec la fierté de voir que la Zambie demeure un pays stable sur le plan politique, où les principes démocratiques qu'il a adoptés ont formé la base d'une transformation socioéconomique qui a permis d'améliorer le niveau de vie de la population.

Notre pays est également honoré d'avoir joué un rôle important dans des initiatives de consolidation de la paix dans la sous-région et sur l'ensemble du continent et continue d'y participer. La Zambie reste donc très attachée aux valeurs qu'elle défend et est prête à contribuer aux efforts mondiaux visant à élever l'humanité.

Pour répondre aux aspirations de nos populations, en particulier dans les pays les plus vulnérables, nous, la communauté mondiale réunie à l'Assemblée, nous sommes fixés les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) – huit cibles claires en résonance avec les aspirations de nos populations. Dans moins de deux ans, nous atteindrons l'échéance fixée pour la réalisation des OMD, et les gouvernements auront une occasion de faire le bilan des progrès faits dans la réalisation des objectifs de développement fixés en l'an 2000.

Nous défendons tous les OMD. Nous participons à cette course, et nous continuons de courir, même si nous le faisons à des rythmes différents et sur des terrains différents. Ce que nous allons faire d'ici à cette échéance, et la façon dont nous allons progresser au-delà de 2015, demeurent des points essentiels.

Dans un contexte caractérisé par une grande inquiétude, le rapport 2013 de mon pays sur l'état d'avancement de la réalisation des OMD a été publié en mai. Il est encourageant de noter que le rapport fait état des progrès considérables accomplis par la Zambie en ce qui concerne les OMD 4 et 5, visant à réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans et à réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle d'ici à 2015. Je souligne à cet égard que la mortalité

maternelle est due à l'inégalité entre les des sexes, qui se manifeste par un faible niveau d'éducation pour les filles, des mariages précoces, des grossesses chez les adolescentes et le manque d'accès à des soins de santé sexuelle et procréative. Ces résultats nous montrent donc qu'avec des efforts supplémentaires, on peut faire reculer l'inégalité entre les sexes.

Le rapport sur les OMD de la Zambie indique également que nous avons avancé à grands pas dans la lutte contre le VIH/sida. D'énormes problèmes subsistent et nous devons veiller à ce que ceux qui vivent avec le VIH et le sida bénéficient des meilleurs soins et d'un accès à des services de protection sociale. Il ne faut ménager aucun effort pour parvenir à zéro infection et zéro décès en faisant fond sur ce qui a été accompli à ce jour. Un appui international est tout aussi essentiel pour une action soutenue et plus efficace.

L'économie zambienne jouit actuellement d'une stabilité macroéconomique et a récemment connu une croissance économique importante. Néanmoins, notre gouvernement doit encore s'atteler à la tâche considérable, qui consiste à faire en sorte que les besoins essentiels des Zambiens soient satisfaits, étant donné que les niveaux de pauvreté et le chômage demeurent un problème. Il n'est donc pas surprenant que nous ayons guère progressé dans la réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim. Pour accélérer les efforts déployés par la Zambie pour atteindre l'OMD 1, notre gouvernement a pris une décision sans précédent et douloureuse : réduire les subventions sur le carburant et le maïs. Cela nous a permis de libérer des ressources indispensables pour les affecter à des programmes dont l'objectif déclaré est de faire reculer la pauvreté. Nous avons également transformé et repositionné les services de protection sociale pour une efficacité optimale.

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale estiment qu'en Afrique subsaharienne, la croissance économique pourrait être supérieure à la moyenne mondiale – en s'établissant à 5,5% en 2013 et à 6,1% l'année prochaine. Cependant, faute de développement social inclusif et en l'absence de sécurité alimentaire, la croissance risque de pâtir de l'exclusion sociale, celle des jeunes en particulier. Par exemple, alors que notre gouvernement a enregistré une croissance du produit intérieur brut de 7,3% en 2012, nous sommes conscients qu'il est tout aussi important de veiller à mettre en place des mesures spécifiques pour promouvoir l'égalité et la justice sociale sur le marché du travail. C'est pourquoi nous plaidons fermement pour

des investissements qui offrent de réelles possibilités d'emploi durable pour notre population, tout en faisant en sorte que notre économie soit plus consommatrice de main-d'œuvre.

S'agissant du programme pour l'après-2015, notre gouvernement considère que l'importance des processus intergouvernementaux relatifs aux objectifs de développement durable est essentielle et ne saurait être trop soulignée. Je tiens à réaffirmer qu'il est nécessaire d'avoir un ensemble unique d'objectifs de développement durable acceptés par tous et tenant compte de priorités en matière de développement durable qui soient réalisables et concis et dont la mise en œuvre correspondra aux différents niveaux de développement et à la situation économique des États Membres. En outre, ces objectifs devront être soigneusement équilibrés et intégrer avec efficacité les aspects économique, social et environnemental du développement durable. À cette fin, il est nécessaire d'établir des partenariats mondiaux appuyés par des engagements en faveur d'une coopération régionale et internationale reposant sur le principe de la responsabilité mutuelle, sur des secteurs privés locaux renforcés et sur des partenariats public-privé.

Notre gouvernement estime qu'il est important de s'attaquer à la pauvreté pour parvenir à un développement durable et inclusif en vue d'assurer l'avenir que nous voulons pour la Zambie. Notre pays accorde de l'importance à l'amélioration du bien-être de sa population, les femmes, les enfants et les jeunes en particulier, par la création de richesses et d'emplois, en offrant une éducation de qualité et des soins de santé de qualité et par l'industrialisation, entre autres.

Notre gouvernement souhaite notamment souligner la nécessité de prendre systématiquement en compte les questions liées aux enfants, y compris l'accès à une éducation de qualité et à des services de soins de santé de qualité, fournis en temps voulu. La protection sociale et le respect des droits de tous les enfants sont essentiels et doivent transcender l'aspiration mondiale à un avenir meilleur. C'est pourquoi, aux fins de la continuité et de la viabilité, le programme pour l'après-2015 doit absolument tenir compte de la dynamique créée dans le cadre de la réalisation des OMD.

Mon allocution devant l'Assemblée serait incomplète si je n'insistais pas sur le désir de la Zambie, et même de l'Afrique, d'obtenir un Conseil de sécurité plus démocratique et plus représentatif. En tant que

continent, notre voix ne saurait être plus claire : nous continuons d'appeler à davantage de progrès dans les négociations à cet égard, qui devraient être achevées depuis longtemps. Je tiens à réaffirmer notre position, telle que définie dans le consensus d'Ezulwini. L'ONU se targue d'un processus multilatéral ouvert à tous, dimension qui manque à l'évidence au Conseil de sécurité. Il convient de renforcer l'efficacité de cet organe en l'adaptant aux réalités actuelles de la paix et de la sécurité internationales et de lui donner toute sa légitimité par un processus ouvert à tous.

Pour finir, je tiens à exprimer la gratitude de la Zambie pour l'appui qu'elle a reçu lors de la tenue récente sur son sol de deux conférences importantes de l'ONU, à savoir la vingtième session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme et la quatrième Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions. Je saisis donc cette occasion, au nom de mon gouvernement et du peuple zambiens, pour remercier tous ceux qui ont participé et contribué au succès de ces réunions. Nous attendons avec impatience l'occasion d'en accueillir de nouvelles dans un proche avenir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Zambie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution de M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de la Suède

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Suède.

M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de la Suède, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de la Suède, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Reinfeldt (Suède) (*parle en anglais*) : Le monde est en constante évolution, et le rythme de cette

évolution s'accroît chaque année. Le monde est très différent de ce qu'il était il y a 10 ans, au moment où ont été définis les objectifs du Millénaire pour le développement. Mais il importe de comprendre la nature de ces changements et d'en tirer les bonnes conclusions, car ce n'est qu'ainsi que nous serons en mesure d'avoir une influence et de façonner notre propre avenir.

Nous voyons se réduire la pauvreté au rythme le plus rapide jamais connu dans l'histoire de l'humanité. Les taux de mortalité infantile ont chuté, ce qui signifie que ce sont 14 000 enfants en moins qui meurent chaque jour. Les décès dus au paludisme et à la tuberculose sont en baisse. Les nouveaux cas d'infection à VIH diminuent. On vit plus longtemps. Il y a 100 ans, l'espérance de vie moyenne en Suède était de moins de 60 ans. Aujourd'hui, nombre d'enfants nés dans mon pays vivront jusqu'à leur 100^e anniversaire. Ce sont des avancées véritablement stupéfiantes.

L'économie mondiale suit une courbe de croissance. Cette année, la part des pays émergents et en développement dans l'économie mondiale dépassera celle des pays développés. Dans 10 ans, ils domineront une économie mondiale en pleine croissance.

Nous constatons la même tendance au niveau de l'expansion des flux commerciaux mondiaux. La part des exportations des pays en développement a nettement augmenté pour représenter désormais près de la moitié de l'ensemble des exportations mondiales. Cela permet de créer des emplois et de générer de la croissance pour tout le monde, et d'accroître l'égalité au niveau mondial. L'évolution technologique est elle aussi rapide. Faire des recherches pour obtenir des informations d'un bout à l'autre de la planète est désormais un acte quotidien de la vie de beaucoup de personnes, et pas uniquement de quelques privilégiés. À titre d'exemple, le nombre d'utilisateurs de téléphones cellulaires est passé d'un peu moins d'1 milliard à plus de 6 milliards. Mais les défis sont encore pléthore, et il est essentiel que nous intensifions nos efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement qui restent à réaliser.

La Suède continue de consacrer 1 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Elle a la plus grande foi dans les organisations multilatérales, la coopération internationale et l'Organisation des Nations Unies. L'ONU joue un rôle fondamental dans la coordination de nos efforts de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous sommes persuadés qu'ensemble, nous pouvons faire primer l'espoir sur l'impuissance. C'est pourquoi la

Suède apporte une contribution d'environ 1,2 milliard de dollars par an au système des Nations Unies, ce qui fait de nous le deuxième contributeur mondial le plus important par habitant à l'Organisation des Nations Unies – classement dont nous sommes très fiers.

Outre les objectifs actuels du Millénaire pour le développement, nous devons par ailleurs nous atteler à l'élaboration d'un solide programme de développement pour l'après-2015, dans le but d'éliminer l'extrême pauvreté, d'élever le niveau de vie de chacun et d'offrir à tous les mêmes chances. À cet égard, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur les trois domaines que j'estime essentiels au développement humain et économique : l'égalité des sexes, la démocratie et le libre-échange. Ces domaines ont le potentiel d'influer sur l'évolution de nombreux autres domaines en même temps. Dans mon allocution devant l'Assemblée générale il y a deux ans (voir A/66/PV.19), j'ai parlé du plus grand manquement qui soit aux droits de l'homme : celui qui touche le plus grand nombre d'êtres humains, à savoir l'inégalité entre les sexes. Je voudrais une fois de plus aborder cette question, car ce problème revêt la même actualité et la même urgence aujourd'hui que jamais.

L'égalité des sexes consiste d'abord et avant tout à garantir les mêmes droits fondamentaux, économiques et sociaux à la deuxième moitié de la population mondiale, ce qui devrait aller de soi. Chaque année, 1 milliard de femmes sont encore victimes de violences sexuelles ou physiques. Les femmes ne jouissent toujours pas du même accès que les hommes aux services de santé, s'agissant notamment des droits en matière de santé procréative et sexuelle. Chaque jour, 800 femmes meurent encore des suites de complications évitables liées à la grossesse et à l'accouchement. Il existe encore dans de nombreux pays des dispositions juridiques restrictives qui empêchent les femmes de posséder, d'hériter et d'acquérir des biens. Un grand nombre de filles et de femmes se voient toujours refuser l'accès à une scolarité et à une éducation. Pour beaucoup de femmes, l'idée qu'un gouvernement puisse être composé de davantage de femmes que d'hommes ministres, comme en Suède, semble utopique. Beaucoup de ces femmes ne sont même pas autorisées à voter.

C'est dans ce contexte que la Suède a été l'un des pays à encourager vivement la création de l'entité ONU-Femmes, dont elle est aujourd'hui l'un des plus grands donateurs. Nous sommes fermement convaincus qu'en garantissant l'égalité des sexes un pays améliore également sa productivité, son économie, ainsi que l'état

de droit. L'éducation des filles et des femmes entraîne automatiquement une augmentation de la production économique d'un pays. Les mères plus instruites accordent une plus grande valeur à la scolarité de leurs enfants. Comblant l'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes permet d'accroître nettement le produit intérieur brut d'un pays. Une participation accrue des femmes à la vie politique et aux affaires entraîne de nettes améliorations qui profitent à tous et une baisse de la corruption. La participation des femmes aux processus de paix rend la paix plus facile à rétablir et plus stable. Je voudrais être très clair : pratiquer la discrimination à l'égard des femmes et des filles n'est tout simplement pas acceptable ni très intelligent.

Pour parvenir au développement durable, il faut une gouvernance démocratique sans exclusive. Il faut un système qui fait une place non seulement à l'État, mais également au secteur privé et aux organisations de la société civile. Il nous faut un système de gouvernement transparent et prêt à rendre compte de ses actions. Toutefois, près d'un tiers de la population mondiale vit sous un régime autoritaire, ce qui constitue un sérieux obstacle au développement. L'augmentation du pouvoir économique dans de nombreux pays en développement doit s'accompagner de la volonté et de la responsabilité d'utiliser ce pouvoir à bon escient et pour le bien commun.

Les droits fondamentaux de chaque personne doivent être respectés, indépendamment de son origine, de sa religion, de son handicap, de son sexe, de sa préférence sexuelle ou de son identité transsexuelle. Ce n'est qu'à ce moment que la société pourra tirer pleinement profit de toutes ses ressources humaines. Ce n'est que lorsque les gens peuvent exprimer librement leurs opinions politiques et participer librement à une société civile en plein essor qu'ils peuvent participer véritablement à la vie de leurs communautés. Cela vaut également pour la liberté sur Internet. Ce n'est que lorsqu'il y a des tribunaux qui fonctionnent comme il faut que les gens se sentent en sécurité et peuvent faire des investissements et développer leurs entreprises. Ce n'est que grâce au respect de l'état de droit que nous pouvons lutter contre la criminalité organisée et la corruption. Ce n'est que sur la base des principes démocratiques que nous pouvons garantir l'absence de conflits et de violence.

La violence et l'oppression, sous toutes leurs formes, font partie des menaces les plus graves au développement des individus et des sociétés. Nous

savons qu'une guerre civile dure en moyenne sept ans, et qu'il faut 17 ans pour se remettre d'une guerre. C'est pourquoi l'on qualifie parfois le conflit de « développement à l'envers ». En ce moment même, il y a plusieurs conflits graves en cours, qui provoquent la mort et la souffrance, la faim et des maladies, des viols et des violences sexuelles. Ces conflits privent des hommes, des femmes et des enfants de leur droit à une vie prospère et un avenir d'espoir. Il faudra continuer à accorder une attention particulière aux États fragiles.

La guerre civile qui fait rage en Syrie depuis plus de deux ans doit prendre fin. Les auteurs de violations systématiques des droits de l'homme, y compris ceux qui ont utilisé des armes chimiques, doivent répondre de leurs actes. Toutefois, ce conflit doit être traité dans le cadre du système des Nations Unies. Il faut trouver d'urgence une solution politique au conflit et assurer une transition vers une Syrie libre et démocratique.

Le moment est venu d'inaugurer une nouvelle ère où les pays en conflit pourront joindre leurs efforts à ceux du reste du monde en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour ce faire, il nous faut une ONU forte et un Conseil de sécurité qui fonctionne comme il faut.

Je tiens à remercier tous ceux qui participent aux activités de maintien de la paix et de consolidation de la paix des Nations Unies pour leurs efforts et leurs sacrifices. La Suède continuera à contribuer et à participer à ces efforts. Nous apportons également un appui résolu aux efforts déployés en matière de démocratie, de droits de l'homme et de lutte contre la violence. La Suède est l'un des principaux donateurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. S'agissant de la crise syrienne, nous faisons tout ce que nous pouvons pour apporter notre aide, en fournissant une aide humanitaire et en accueillant des réfugiés. Rien que cette année, nous avons accueilli 16 000 Syriens en Suède.

Je voudrais mentionner un troisième domaine sur lequel nous devons nous concentrer dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, à savoir le commerce et la concurrence. Le protectionnisme coûte très cher. Il fait monter les prix et abaisse le niveau de vie. Je voudrais illustrer cela par un exemple frappant. Selon l'Organisation mondiale du commerce, les consommateurs et les gouvernements des pays riches dépensent chaque année 350 milliards de dollars pour appuyer le secteur agricole. Cette somme pourrait payer

à leurs 41 millions de vaches laitières un tour du monde en avion, en première classe.

Je voudrais donner un autre exemple, peut-être plus terre-à-terre. Lorsque la concurrence a été introduite dans le secteur de la téléphonie mobile dans certains pays, le coût des appels a chuté de 30 à 50 %. Des études montrent qu'abaisser d'un tiers les barrières sur les services dans le cadre du Programme de Doha pour le développement accroîtrait les revenus des pays en développement d'environ 60 milliards de dollars. Malheureusement, les progrès dans le Cycle de négociations de Doha pour le développement sont lents. Mais l'on peut se réjouir de ce que de nombreux pays font tout ce qui est en leur pouvoir pour libéraliser les échanges commerciaux grâce à des accords régionaux, parce qu'ils savent que cela va profiter à leurs économies.

Les deux accords de libre-échange en cours de négociation entre les États-Unis et l'Union européenne et entre les États-Unis et un certain nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine porteront sur les deux tiers des échanges commerciaux dans le monde. Cela permettra de créer des emplois et de stimuler la croissance. La Suède est l'un des pays qui, au sein de l'Union européenne, déploie des efforts considérables en vue de la conclusion de cet accord transatlantique. La libéralisation des échanges et l'ouverture signifient également que les nouveaux mouvements et tendances ont des effets plus rapides sur un pays. Cela incite les pays et les entreprises à faire des réformes afin de pouvoir faire face à la concurrence mondiale. La Suède en est un exemple.

Le commerce nous a permis de doubler notre rendement économique. Nos entreprises ont appris qu'elles devaient constamment adopter les nouvelles tendances et technologies afin de rester compétitives. Sinon, notre produit intérieur brut et notre niveau de vie baisseraient sensiblement. N'oublions pas non plus que le commerce joue un rôle important dans le maintien de relations pacifiques. Pour le dire très simplement, aucun commerçant ne voudrait provoquer une guerre dans un pays où il a des clients. Ce serait une mauvaise stratégie commerciale. Ce qui veut dire que le commerce favorise la paix.

Les changements climatiques persistent, ce qui crée des conditions météorologiques extrêmes dans de nombreuses régions du monde et entraîne de nombreuses pertes en vies humaines et des coûts très élevés pour la société. Les émissions de carbone sont en baisse au sein de l'Union européenne et aux États-Unis,

mais dans l'ensemble, les émissions mondiales sont en augmentation. C'est pourquoi tous les pays doivent contribuer aux efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques. L'Union européenne et les États-Unis à eux seuls ne peuvent pas résoudre le problème des changements climatiques, alors qu'ils ne sont à l'origine que de 25 % environ des émissions actuelles.

Malheureusement, les structures internationales actuelles relatives aux engagements pris en matière de changements climatiques sont obsolètes. Nous avons besoin d'un nouvel accord par lequel tous les grands émetteurs prendraient des engagements assez forts qui nous permettraient d'atteindre l'objectif des 2 degrés.

Il est de notre devoir de lutter pour une société et un monde qui donne à chacun la possibilité de créer son propre avenir. C'est ce que méritent chaque femme, chaque homme, chaque fille et chaque garçon. Je tiens à souligner que c'est dans l'intérêt même de chaque pays, car la vraie richesse d'une nation, c'est son peuple. Les

objectifs du Millénaire pour le développement ont été un succès dans le sens où ils nous ont permis de coordonner et de concentrer nos efforts sur les domaines dans lesquels il était le plus urgent de réaliser des progrès. Maintenant, nous devons préparer l'avenir. La Suède est convaincue que les Nations Unies joueront un rôle très important à cet égard. Nous continuerons d'apporter un appui sans faille à l'Organisation.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Suède de l'allocution qu'il vient de prononcer.

Mr. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de la Suède, est escorté de la tribune.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance.

La séance est levée à 21 h 25.